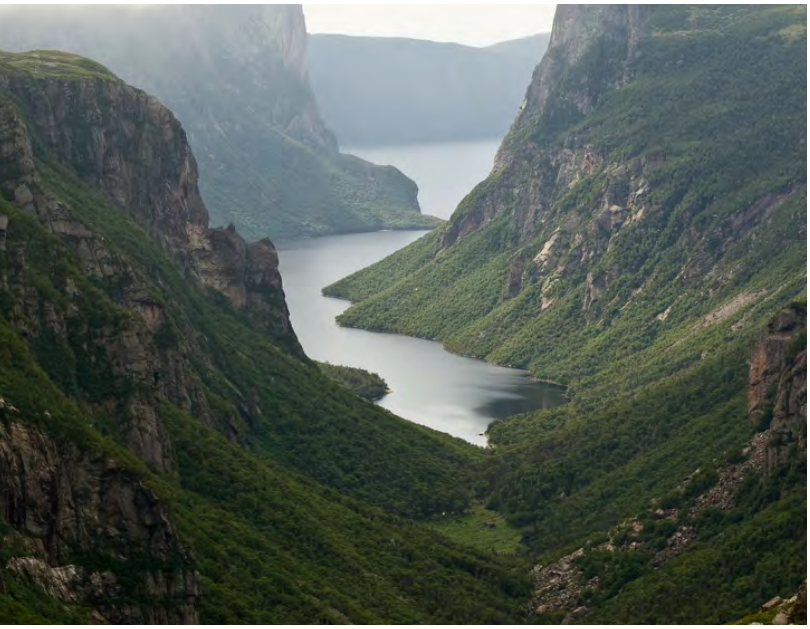
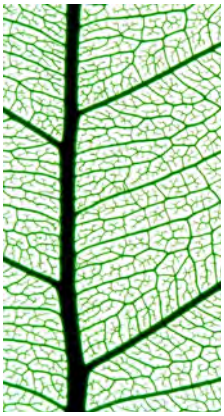
POSSIBILITÉS ET INCIDENCES : UN JUSTE ÉQUILIBRE





RAPPORT SUR LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES 2010

Canada

EDC

Un monde d'opportunités à saisir

TABLE DES MATIÈRES

- **Aperçu** **6**
  - Bilan 2010 de la RSE 7
  - Rapport d'examen indépendant 8
- **Évolution de la RSE à EDC** **9**
- **Messages** **12**
  - Message du premier vice-président, Services juridiques, et secrétaire 12
  - Message du président 14
- **Gouvernance en matière de RSE** **16**
  - Cadre de responsabilité 17
  - Éthique 18
- **Transparence** **19**
  - Conformité 21
  - Mobilisation des parties intéressées 22
- **Performance économique** **25**
- **Performance environnementale** **26**
  - Comment EDC examine-t-elle les risques environnementaux et sociaux des transactions? 28
    - *Examens environnementaux réalisés en 2010* 30
    - *Profil - Examen du projet de la mine El Boleo, au Mexique* 31
  - Changements climatiques 32
  - Empreinte opérationnelle 33
- **Performance sociale** **35**
  - Évaluation des droits de la personne 36
  - Engagement du personnel 37
  - Diversité 37
    - *Programme d'expérience professionnelle pour les nouveaux arrivants* 38
  - EDC reconnue parmi les meilleurs employeurs pour les nouveaux arrivants 38
  - Formation 39
  - Investissement dans la collectivité 39
    - *Faits saillants de 2010* 40
    - *Partenariat mondial EDC-CARE* 41
- **Annexes** **42**
  - Principaux indicateurs de performance pour 2010 42
  - Principaux indicateurs de performance pour 2011 (objectifs) 47
  - Indicateurs de la GRI 50
  - Principaux cadres de référence de la RSE 57
  - Références photographiques 59

EDC souscrit aux principes et aux pratiques de la responsabilité sociale des entreprises (RSE). Afin de respecter cet engagement, elle s'est dotée des politiques, des procédures et des contrôles préalables lui permettant non seulement d'assurer la viabilité financière de l'ensemble des projets et des transactions auxquels elle participe, mais également de veiller à ce qu'ils soient marqués du sceau de la responsabilité sociale et environnementale. Dans la conduite de ses activités, la Société reconnaît que ces trois volets sont interdépendants.

APERÇU

Profil de la Société

Exportation et développement Canada (EDC) est une société d'État dont le mandat est de développer le commerce extérieur du Canada ainsi que la capacité du pays d'y participer. Financièrement autonome, EDC génère suffisamment de revenus pour protéger son actif, gérer son exposition aux risques de crédit et du marché, de même que maintenir le capital nécessaire pour répondre à la demande future pour ses produits et services. La Société offre des services d'assurance crédit, de financement, de capital-investissement, d'assurance et de cautionnement de contrats, d'assurance risques politiques ainsi que d'autres services de gestion des risques. En savoir plus et visionner la vidéo[1].

EDC rend compte de ses activités au Parlement par l'intermédiaire du ministre du Commerce international. Elle est régie expressément par la *Loi sur le développement des exportations* et la *Loi sur la gestion des finances publiques* ainsi que de manière générale par la *Loi sur la corruption d'agents publics étrangers*, la *Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles* et la *Loi sur l'accès à l'information*, entre autres. En tant qu'organisme de crédit à l'exportation du Canada, EDC appuie les entreprises canadiennes en respectant les obligations internationales du pays en matière de commerce extérieur, dont notamment celles auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). En savoir plus[2].

EDC souscrit aux principes et aux pratiques de la responsabilité sociale des entreprises (RSE). Afin de respecter cet engagement, elle s'est dotée des politiques, des procédures et des contrôles préalables lui permettant non seulement d'assurer la viabilité financière de l'ensemble des projets et des transactions auxquels elle participe, mais également de veiller à ce qu'ils soient marqués du sceau de la responsabilité sociale et environnementale. Dans la conduite de ses activités, la Société reconnaît que ces trois volets sont interdépendants.

Dans ce rapport

Possibilités et incidences : un juste équilibre est notre septième Rapport annuel sur la responsabilité sociale des entreprises. En produisant ce document, EDC dresse à l'intention de ses parties intéressées le triple bilan de sa performance au regard des incidences économiques, environnementales et sociales de ses activités tout en énonçant le cadre de gouvernance de ses pratiques de RSE. La Société a tout mis en œuvre pour y préciser avec clarté comment la RSE s'arrime à sa stratégie d'affaires. Publié à l'été 2011, ce rapport couvre, sauf indication contraire, toutes les activités d'EDC pour l'année civile 2010.

Cette année, EDC a innové en optant pour un modèle intégré de communication de l'information liée à la RSE. Dans cette optique, elle fait état de ses activités générales dans ce domaine dans son Rapport annuel et fournit des renseignements détaillés dans une publication distincte, son Rapport sur la RSE, dont la présente édition est uniquement accessible en ligne. En effet, soucieuse de réduire son empreinte opérationnelle, EDC a cessé la publication de la version imprimée du résumé du rapport. Nous vous invitons à nous faire part de votre rétroaction. Vous pouvez transmettre vos commentaires par courriel à Yolanda Banks, conseillère principale, Responsabilité sociale des entreprises, à l'adresse suivante : csr-rse@edc.ca.

Nous nous sommes fondés sur les Lignes directrices G3.0 de la Global Reporting Initiative (GRI), y compris le Supplément pour le secteur des services financiers, pour la rédaction du présent rapport. Pour la période en revue, EDC a maintenu son niveau B+ d'application des indicateurs de la GRI.

1 *http://www.edc.ca/FR/About-Us/Pages/default.aspx*
2 *http://www.edc.ca/FR/About-Us/Management-and-Governance/Pages/default.aspx*

Bilan 2010 de la RSE

Chaque année, EDC prépare un bilan faisant le point sur ses progrès au chapitre de la RSE. Elle y présente ses réalisations en plus d'y formuler les objectifs qu'elle entend poursuivre.

Taux d'achèvement (définis lors d'un exercice de notation auquel ont pris part des employés de divers secteurs d'EDC) :

◙ - achèvement ● – achèvement partiel ○ - en cours

PRINCIPALES INITIATIVES	POSSIBILITÉS ET INCIDENCES	TAUX D'ACHÈVEMENT	MESURES REQUISES
Cadre de gestion des risques environnementaux et sociaux	Publication d'une version révisée de la Politique environnementale, de la Directive en matière d'évaluation environnementale et de la Politique de divulgation, qui forment désormais un cadre de gestion des risques environnementaux et sociaux **Incidences :** Le cadre accroît la transparence des processus d'examen, met en place une seule norme d'examen des incidences environnementales et sociales et prévoit une approche à l'égard des changements climatiques	◙	Aider les clients d'EDC à comprendre et évaluer les risques et les débouchés liés au carbone et au climat découlant de leurs activités. Évaluer les risques liés aux changements climatiques des projets afin de veiller à ce qu'ils incorporent dès le stade de la conception des options rentables et réalisables sur les plans technique et financier pour réduire les changements climatiques et tenir compte de cette réalité
Relations avec les parties intéressées	Présentation d'un atelier portant sur la RSE au sein du secteur minier intitulé Qui êtes-vous et qu'est-il advenu de mon banquier? **Incidences :** Connaissance plus étendue des exigences et des avantages de la RSE dans l'établissement de projets	○	Accroître la capacité de nos clients de miser sur la RSE en tant qu'atout concurrentiel sur les marchés internationaux Tenir une table ronde sur les pratiques exemplaires dans le domaine de la RSE à l'intention des sociétés minières présentes en Colombie Maintenir les initiatives visant à mobiliser les parties intéressées
Droits de la personne	Participation d'EDC aux travaux de John Ruggie, Ph. D., représentant spécial du Secrétaire des Nations Unies chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises **Incidences :** Compréhension plus approfondie du rôle des organismes de crédit à l'exportation dans le processus de contrôle préalable ayant trait aux droits de la personne	●	Concevoir des approches relatives au contrôle préalable en matière de droits de la personne conformément à l'orientation fournie par M. Ruggie dans son rapport publié en 2011
Investissement dans la collectivité	Élargissement de la portée géographique du partenariat Au-delà des exportations entre EDC et CARE Canada, pour y inclure l'Afrique, grâce à l'affectation de volontaires d'EDC en Zambie **Incidences :** Contribution à l'enrichissement des pratiques d'encadrement employées dans les programmes de développement des entreprises de CARE	◙	Cerner les occasions d'affecter des volontaires d'EDC en Asie
Gouvernance en matière de RSE	Participation accrue du Conseil d'administration aux dossiers liés à la RSE **Incidences :** Examen des risques hors crédit par le Conseil d'administration	○	Répondre à la volonté du Conseil d'administration de travailler davantage aux dossiers liés à la RSE
Rapports traitant de la RSE	Publication de la première version uniquement en ligne du Rapport sur la RSE Incidences : Accès élargi aux rapports d'EDC traitant de la RSE	●	Intégrer le Rapport sur la RSE et le Rapport annuel d'EDC tout en se conformant à la Global Reporting Initiative et aux normes externes d'attestation S'employer en permanence à améliorer les méthodes de communication de l'information et à faire preuve de plus de transparence

RAPPORT D'EXAMEN INDÉPENDANT

Au conseil d'administration et à la direction d'Exportation et développement Canada

Nous avons procédé à l'examen des principaux indicateurs de performance quantitatifs présentés dans le Rapport sur la responsabilité sociale des entreprises (RSE) d'Exportation et développement Canada (EDC) pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010 (le rapport). Nous n'avons pas examiné toute l'information présentée dans le rapport. La direction d'EDC est responsable de la collecte et de la présentation de l'information et des indicateurs contenus dans le rapport. Notre responsabilité consiste à examiner les principaux indicateurs de performance quantitatifs et d'évaluer si rien ne nous porte à croire qu'ils n'ont pas été préparés en conformité avec les critères pertinents. Un examen ne constitue pas un audit et, par conséquent, nous n'exprimons pas une opinion d'auditeur sur les principaux indicateurs de performance quantitatifs.

Portée

Notre examen a porté sur les indicateurs de performance quantitatifs 2010 suivants présentés dans le rapport :

- Déclarations de conformité au code de conduite;
- Nombre de placements importants qui ont fait l'objet d'un contrôle relatifs aux droits de la personne;
- Pourcentage de projets de catégorie A publiés sur le site Web d'EDC 30 jours avant la conclusion de la transaction par rapport au pourcentage de projets de catégorie A admissibles;
- Voyages d'affaires (avion et véhicule).

Le choix des principaux indicateurs de performance quantitatifs par la direction d'EDC est fondé principalement sur la perception de l'intérêt des intervenants externes. Nous n'avons pas examiné le contenu du texte du rapport, sauf s'il y était fait mention des principaux indicateurs de performance quantitatifs.

Responsabilités

La direction d'EDC est responsable de la collecte et de la présentation des éléments considérés présentés dans le rapport. Notre responsabilité consiste à exprimer une conclusion, d'après la mise en œuvre de procédés de certification, afin d'évaluer si nous avons relevé quoi que ce soit qui nous porte à croire que l'élément considéré n'est pas présenté conformément aux critères pertinents.

Méthodologie

Nous avons effectué notre examen conformément à l'International Standard on Assurance Engagements (ISAE) 3000, norme établie par l'International Federation of Accountants. En conséquence, notre travail a été planifié et exécuté de manière à fournir une assurance modérée quant aux principaux indicateurs de performance quantitatifs que nous avons examinés. Nos critères d'examen reposaient sur les lignes directrices pour la communication d'informations sur le développement durable publiées par la Global Reporting Initiative (GRI), ainsi que sur les règlements pertinents, les définitions de la direction d'EDC auxquelles le rapport fait référence et les normes sectorielles reconnues. Notre examen a consisté en l'obtention et l'évaluation d'éléments probants liés aux principaux indicateurs de performance quantitatifs.

Conclusion

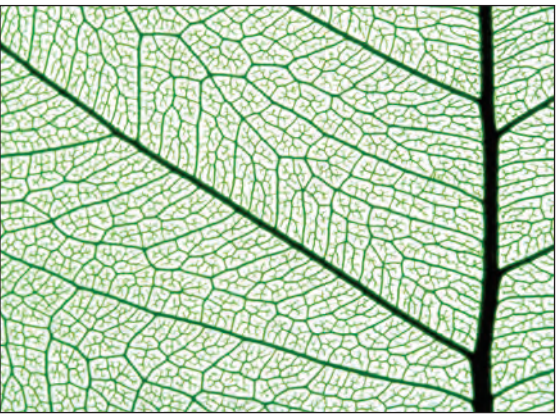
Au cours de notre examen, nous n'avons rien relevé qui nous porte à croire que les principaux indicateurs de performance quantitatifs susmentionnés ne sont pas conformes, à tous les égards importants, aux critères pertinents.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l. Toronto (Ontario) Canada

ÉVOLUTION DE LA RSE
À EDC

Avant 1999
- Politique sur les conflits d'intérêts
- Code de conduite
- Code d'éthique commerciale

1999
- Cadre d'examen des questions environnementales



1999-2000
- Déclaration d'action sur la corruption de l'OCDE
- Premiers accords conclus dans le cadre de la Stratégie Éducation et emploi jeunesse (EYE)
- Lancement de la Stratégie de RSE

2001
- Lancement du Programme de conformité
- Vérification environnementale du Bureau du vérificateur général du Canada (BVG)
- Instauration de la Politique de divulgation
- Création du Conseil consultatif sur la RSE
- Nomination du conseiller en environnement en chef
- Établissement de la Directive en matière d'évaluation environnementale (ERD)
- Lancement de l'initiative EnviroExport

2002

- Approches communes de l'OCDE
- Programme de lutte contre la corruption
- Protocole d'entente sur les droits de la personne conclu avec le MAECI

2003-2004

- Examen spécial de la RSE du Bureau du vérificateur général du Canada (BVG)
- Publication du 1er Rapport sur la RSE
- Publication du 1er Rapport du conseiller en environnement en chef
- Modification des Approches communes de l'OCDE
- Instauration de la Politique sur les dons de bienfaisance
- Création des cadres de référence de la RSE

2005

- Modification de la Politique de divulgation
- Publication du 2e Rapport du conseiller en environnement en chef
- Lancement de la formation consacrée à la RSE
- Instauration de la Politique environnementale
- Publication du 2e Rapport sur la RSE

2006

- Modification de la Politique sur les dons de bienfaisance
- Élargissement du programme de bourses d'études
- Consultations multilatérales ciblant certains marchés et secteurs
- Intégration de l'environnement et de la durabilité aux objectifs d'investissement EYE
- Publication du 3e Rapport sur la RSE

2007

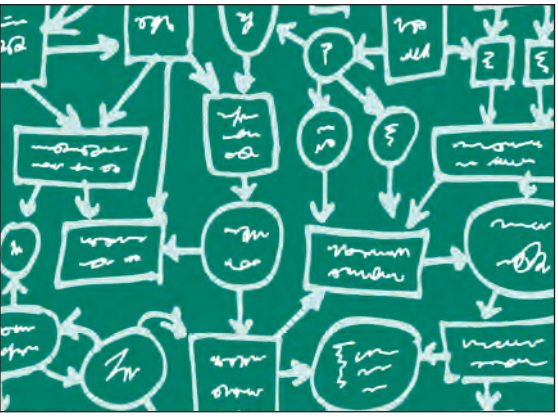
- Instauration de la Politique sur la divulgation d'actes répréhensibles
- Définition d'indicateurs de base pour l'évaluation de l'empreinte opérationnelle
- Formation en ligne sur le Code de conduite
- Adoption des Principes de l'Équateur
- Publication du 4e Rapport sur la RSE

2008

- Examen de la Stratégie de RSE
- Création du rôle de conseiller en chef, RSE, et de l'équipe de RSE
- Publication de la Déclaration sur les droits de la personne
- Adoption de la certification LEED or pour le nouvel immeuble du siège social
- Renforcement des pratiques de divulgation
- Création de la chaire en finance environnementale à l'Université de Waterloo
- Partenariat entre EDC et CARE
- Formulation de la Proposition de valeur de l'emploi
- Publication du 5e Rapport sur la RSE

2009

- Priorités stratégiques d'EDC en matière de RSE : changements climatiques, droits de la personne et transparence
- BVG – Examen spécial de la RSE et des pratiques d'évaluation des questions environnementales et sociales
- Atelier destiné aux clients – Critères d'évaluation environnementale et sociale d'EDC et de l'IFC
- Participation accrue au Conseil consultatif sur la RSE
- Introduction de l'atelier sur les pratiques exemplaires à l'intention des spécialistes de l'éthique
- Analyse comparative des processus et des pratiques d'EDC en matière d'évaluation des risques de réputation
- Publication du 6e Rapport annuel sur la RSE/examiné/attesté selon la GRI/publié uniquement en ligne
- Sondage d'opinion auprès des employés (semestriel)



2010

- Création du Cadre de gestion des risques environnementaux et sociaux issu de la Politique de gestion des risques environnementaux et sociaux, de la Directive en matière d'évaluation environnementale et sociale de même que de la version révisée de la Politique de divulgation
- Analyse comparative en vue de l'examen de la Stratégie de RSE
- Examen de la stratégie présidant à l'ensemble des initiatives d'investissement dans la collectivité
- Mise à jour du Diagramme des enjeux des parties intéressées afin de mieux cerner les enjeux et les préoccupations des parties intéressées

MESSAGE DU
PREMIER VICE-PRÉSIDENT,
SERVICES JURIDIQUES, ET SECRÉTAIRE

POSSIBILITÉS ET INCIDENCES : UN JUSTE ÉQUILIBRE

Malgré le fait que l'économie mondiale sortait de la récession en 2010, la conjoncture économique est demeurée incertaine pour les exportateurs et les investisseurs canadiens. La situation s'est toutefois améliorée, les exportations progressant de 12 % par rapport à 2009. EDC a joué un rôle déterminant en ajoutant de la capacité sur le marché, renforçant ainsi les résultats commerciaux du Canada.

Pour livrer de la valeur au Canada, EDC doit cependant aller au-delà de la simple prestation de produits et de services financiers et de gestion des risques aux exportateurs et aux investisseurs canadiens : elle se doit d'exercer ses activités de façon socialement responsable conformément aux attentes de ses parties intéressées. Cet impératif s'impose tout particulièrement alors que nous aidons un nombre grandissant d'entreprises canadiennes à rayonner sur les marchés émergents – où les enjeux liés à la RSE peuvent être plus complexes.

Droits de la personne

En 2010, la question des droits de la personne a suscité un vaste débat, en particulier dans la foulée des délibérations portant sur le projet de loi C-300, *Loi sur la responsabilisation des sociétés à l'égard de leurs activités minières, pétrolières ou gazières dans les pays en développement*. Si le projet de loi n'a pas abouti, faute d'un soutien suffisant, il a assurément porté cet enjeu à l'attention des parlementaires et de l'ensemble de la population canadienne, et il a engendré un dialogue qui a enrichi la perspective d'EDC. Ces discussions nous ont d'abord et avant tout permis de prendre acte du souhait des parties intéressées d'accéder à de l'information plus détaillée relativement à nos processus d'examen et d'évaluation des incidences potentielles – notamment sur les droits de la personne – des projets que nous appuyons.

Nous avons lancé diverses initiatives en 2010, dont le remaniement du cadre régissant le volet environnemental de nos activités. Ce cadre a été rebaptisé et s'appelle maintenant Cadre de gestion des risques environnementaux et sociaux afin de mieux témoigner de l'importance accordée à l'évaluation des incidences sociales dans l'examen environnemental des projets bénéficiant de notre soutien. Parallèlement, nous avons pris des mesures concrètes pour faire preuve de plus de transparence. À la faveur du nouveau Cadre, EDC divulgue ainsi davantage d'information sur les projets ayant un potentiel élevé d'incidences environnementales et sociales (les projets de catégorie A), dont la justification du soutien de la Société ainsi que les grandes questions environnementales et sociales qu'elle a examinées.

Le dialogue se poursuivant dans la communauté internationale, EDC s'évertuera à peaufiner ses propres normes d'évaluation des droits de la personne afin d'y intégrer les nouvelles pratiques exemplaires. Dans cet esprit, la Société poursuivra sa collaboration avec ses clients dans le

POUR LIVRER DE LA VALEUR, EDC DOIT EXERCER SES ACTIVITÉS DE FAÇON SOCIALEMENT RESPONSABLE, CONFORMÉMENT AUX ATTENTES DE SES PARTIES INTÉRESSÉES.

EDC EST CONSCIENTE QUE LA RSE EST APPELÉE À ÉVOLUER

but de renforcer leur capacité à réaliser leur projet selon une approche efficace, équilibrée et socialement responsable. Par ailleurs, nous continuerons de suivre de près les travaux de John Ruggie, Ph. D., représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises. Nous attendons avec impatience la publication du rapport de M. Ruggie, en juin prochain.

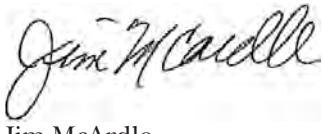
Changements climatiques

En 2010, nous nous sommes engagés dans la formulation d'une stratégie en matière de changements climatiques, notre nouveau Cadre exigeant que les entreprises proposant un projet de catégorie A fournissent des données sur les émissions de gaz à effet de serre dans leurs évaluations des incidences environnementales. Nous comptons d'ailleurs intensifier les interactions avec nos clients à ce chapitre pour mieux comprendre et évaluer les risques et les débouchés liés au carbone et au climat découlant de leurs activités. En outre, nous avons pris des mesures supplémentaires pour réduire notre bilan carbone, la publication uniquement en ligne de ce rapport étant au nombre de celles-ci.

J'aimerais remercier les membres du Conseil consultatif sur la RSE de la précieuse rétroaction qu'ils ont transmise en 2010 à l'égard des enjeux propres à la RSE à EDC. Cette année encore, ils ont joué un rôle de spécialistes et de conseillers auprès des membres de la haute direction. Par ailleurs, je constate qu'au cours de l'année écoulée le Conseil d'administration d'EDC s'est investi plus directement dans l'examen des questions liées à la RSE en privilégiant une perspective globale de l'impact des enjeux de la RSE sur l'ensemble des activités de la Société. Nous nous réjouissons de l'intérêt soutenu manifesté par le Conseil et lui sommes reconnaissants de ses commentaires.

EDC est consciente que la RSE est appelée à évoluer. Elle ne cesse donc de passer en revue ses pratiques et ses processus et, dans le même temps, de mobiliser ses clients, ses homologues, ses critiques et le grand public pour mieux cerner les domaines où elle peut progresser. Nous espérons être à la hauteur des attentes et respecter les critères supérieurs de RSE que nous nous sommes fixés. Nous continuerons de nous employer à atteindre un juste équilibre entre les vastes possibilités qui se dessinent et les incidences multiples qui en découlent de manière transparente et responsable.

LE PREMIER VICE-PRÉSIDENT, SERVICES JURIDIQUES, ET SECRÉTAIRE,



Jim McArdle

MESSAGE DU
PRÉSIDENT

AU CŒUR DU MONDE DES AFFAIRES

L'année 2010 a marqué une transition pour les entreprises canadiennes. Si les marchés développés ont amorcé le long chemin de la reprise à la suite du grave recul de l'an dernier, l'économie mondiale n'est pas au bout de ses peines puisque les États-Unis et l'Europe ont toujours du mal à reprendre pied.

Malgré tout, EDC a facilité des exportations et des investissements et a fourni un appui sur le marché intérieur d'une valeur de 84,6 milliards de dollars. En raison de la faible croissance de leurs marchés habituels, de nombreuses entreprises canadiennes ont choisi d'élargir leurs horizons commerciaux. La récession ayant largement épargné les marchés émergents, moteurs attendus de la reprise économique, les compagnies canadiennes mettent tout en œuvre pour saisir les occasions d'affaires qu'ils présentent.

Le volume d'activités d'EDC sur les marchés émergents a crû de plus de 32 % en 2010, la Chine, le Brésil et l'Inde menant le bal. Voilà qui est de bon augure non seulement parce que les sociétés canadiennes se devaient de diversifier leurs marchés d'exportation, mais aussi parce que le type de transactions conclues traduit un intérêt à long terme pour ces marchés.

Les entreprises canadiennes ont élargi leurs horizons commerciaux en raison de la conjoncture difficile sur le continent, mais c'est en période de prospérité qu'elles en récolteront les fruits. EDC, au cœur du monde des affaires, pourra alors les aider à gérer les risques.

Une présence accrue

EDC a établi trois représentations à l'étranger cette année, soit à Panama, à Düsseldorf et à Istanbul.

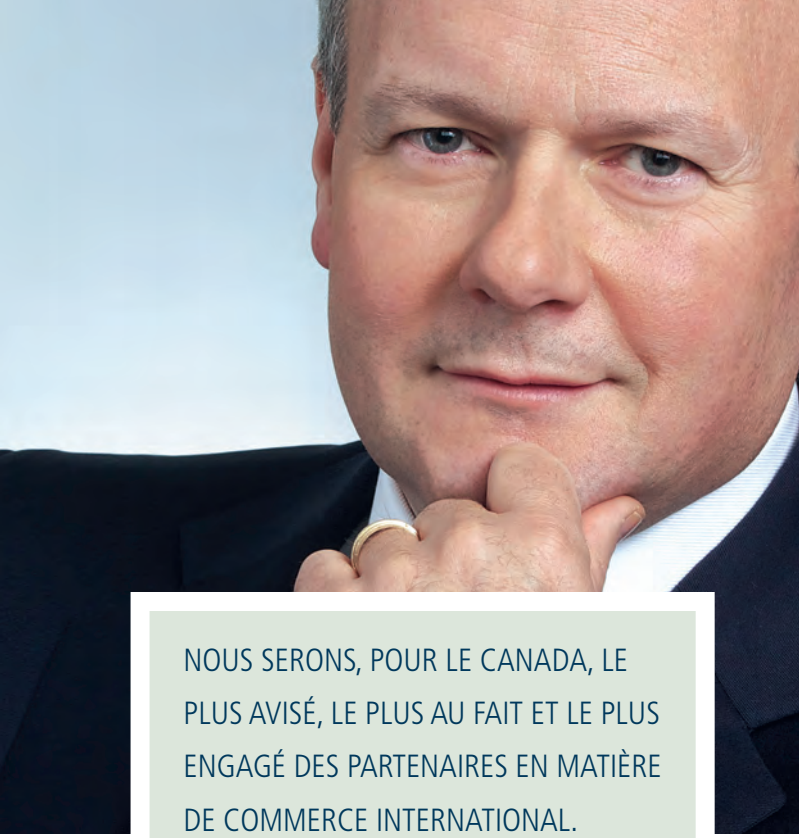
La Société compte à présent 16 représentations sur les marchés mondiaux où travaillent près de 40 employés chargés de tisser de solides relations avec des chefs d'entreprise et des représentants des gouvernements de la région, d'aplanir les difficultés que présentent les transactions avec des institutions financières à l'étranger et d'offrir aux exportateurs et aux investisseurs canadiens des conseils avisés concernant les débouchés. EDC compte également 17 bureaux régionaux au Canada afin de faciliter les interactions avec des exportateurs de partout au pays.

L'approche privilégiée, les partenariats

EDC travaille de concert avec un large éventail de partenaires des secteurs privé et public, dont des banques, des compagnies d'assurances, des sociétés de cautionnement, la Banque de développement du Canada, des courtiers et d'autres organismes de crédit à l'exportation. La Société peut ainsi mieux servir ses clients, que ce soit directement ou par l'entremise d'un intermédiaire financier. En 2010, notre volume d'activités réalisé en partenariat a crû de 65 % de plus que prévu, ce qui montre que notre succès dépend de plus en plus de notre travail en partenariat avec d'autres institutions financières. Des 928 transactions de financement que nous avons effectuées l'an dernier, 732, ou près de 80 %, ont été menées à bien en partenariat avec des institutions financières.

Une responsabilité environnementale et sociale soutenue

EDC tient compte des enjeux environnementaux et sociaux des activités qu'elle exerce. Cette année, la



NOUS SERONS, POUR LE CANADA, LE PLUS AVISÉ, LE PLUS AU FAIT ET LE PLUS ENGAGÉ DES PARTENAIRES EN MATIÈRE DE COMMERCE INTERNATIONAL.

LE VOLUME D'ACTIVITÉ D'EDC SUR LES MARCHÉS ÉMERGENTS A AUGMENTÉ DE PLUS DE

32%

Société a actualisé son Cadre de gestion des risques environnementaux et sociaux de manière à ce qu'il continue de correspondre aux pratiques exemplaires de l'industrie, notamment en modifiant sa Politique de gestion des risques environnementaux et sociaux, sa Directive en matière d'évaluation environnementale et sociale et sa Politique de divulgation. Ces nouvelles politiques témoignent d'un juste milieu entre, d'une part, la clarté exigée par nos clients et la transparence souhaitée par les parties intéressées et, d'autre part, l'engagement d'EDC à veiller à ce que les projets qu'elle soutient soient gérés de manière écologiquement et socialement responsable. La Société a en outre continué son travail découlant du partenariat d'investissement dans la collectivité d'une durée de quatre ans conclu avec CARE Canada, contribuant ainsi au développement des petites entreprises sur les marchés émergents où CARE est présente.

Un meilleur service à la clientèle

En 2010, EDC a fait fond sur les formidables résultats obtenus au cours des années précédentes et poursuivi la mise en œuvre des principes de la méthode allégée. La Société a réduit de 90 à 30 jours la durée de son cycle dans trois secteurs. Les délais de traitement des demandes de prêts et les temps de réponse ayant ainsi été diminués de jusqu'à 80 %, les clients peuvent désormais compter sur la promptitude et la prévisibilité des décisions de souscription. La méthode allégée est actuellement appliquée à l'Assurance comptes clients, le dernier des grands produits touchés par la mise en œuvre progressive de ces principes.

EDC reconnaît toutefois que les attentes de ses clients vont au-delà de ses services classiques de financement et de gestion des risques. Afin de répondre à leurs questions par des conseils spécialisés, elle a donc formé l'Équipe virtuelle des Services consultatifs sur le commerce international, composée d'experts des divers groupes d'EDC, notamment des spécialistes de l'économie, du financement, des assurances et des communications ainsi que des groupes consultatifs sur les risques politiques et les incidences sur l'environnement et les droits de la personne.

Nouveau dirigeant, nouvelle vision

En conclusion, j'aimerais souligner la contribution de l'ancien président et chef de la direction d'EDC, Eric Siegel, qui a pris sa retraite à la fin de 2010. Au cours de plus de 30 ans de carrière à EDC, il a su, grâce à son leadership et à son expertise, guider la Société vers quelques-unes de ses plus grandes réussites dans la conjoncture économique la plus difficile de l'histoire récente.

Peu avant le départ de M. Siegel, la haute direction d'EDC a fait l'annonce de la nouvelle vision de la Société : Nous serons, pour le Canada, le plus avisé, le plus au fait et le plus engagé des partenaires en matière de commerce international. À titre de président, mon objectif est que nous donnions corps à cette vision – en étant mieux avisés des exigences avec lesquelles nos clients doivent composer, plus au fait de leurs besoins et plus engagés que jamais à ce qu'ils disposent des outils nécessaires pour être au cœur du monde des affaires.

LE PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION,

Stephen Poloz

GOUVERNANCE EN MATIÈRE DE RSE

En 2010, le Conseil d'administration d'EDC a exprimé sa volonté d'accroître sa participation aux dossiers liés à la RSE. Outre les examens périodiques des volets environnemental et social inhérents aux transactions, le Conseil a organisé une séance stratégique afin de passer en revue les façons dont certains enjeux propres à la RSE – tels les droits de la personne, l'environnement et la sécurité mondiale – pourraient se répercuter sur les activités d'EDC. Cette volonté s'est également affirmée lors des délibérations du Conseil, qui a mis à l'ordre du jour de cinq de ses réunions des sujets comme le *Code de conduite* et les changements aux politiques d'EDC. Ses travaux ont mené à l'approbation des modifications apportées au Cadre de gestion des risques environnementaux et sociaux de même qu'à l'examen de situations comportant des risques hors crédit associés à la RSE.

Changements climatiques, droits de la personne et transparence

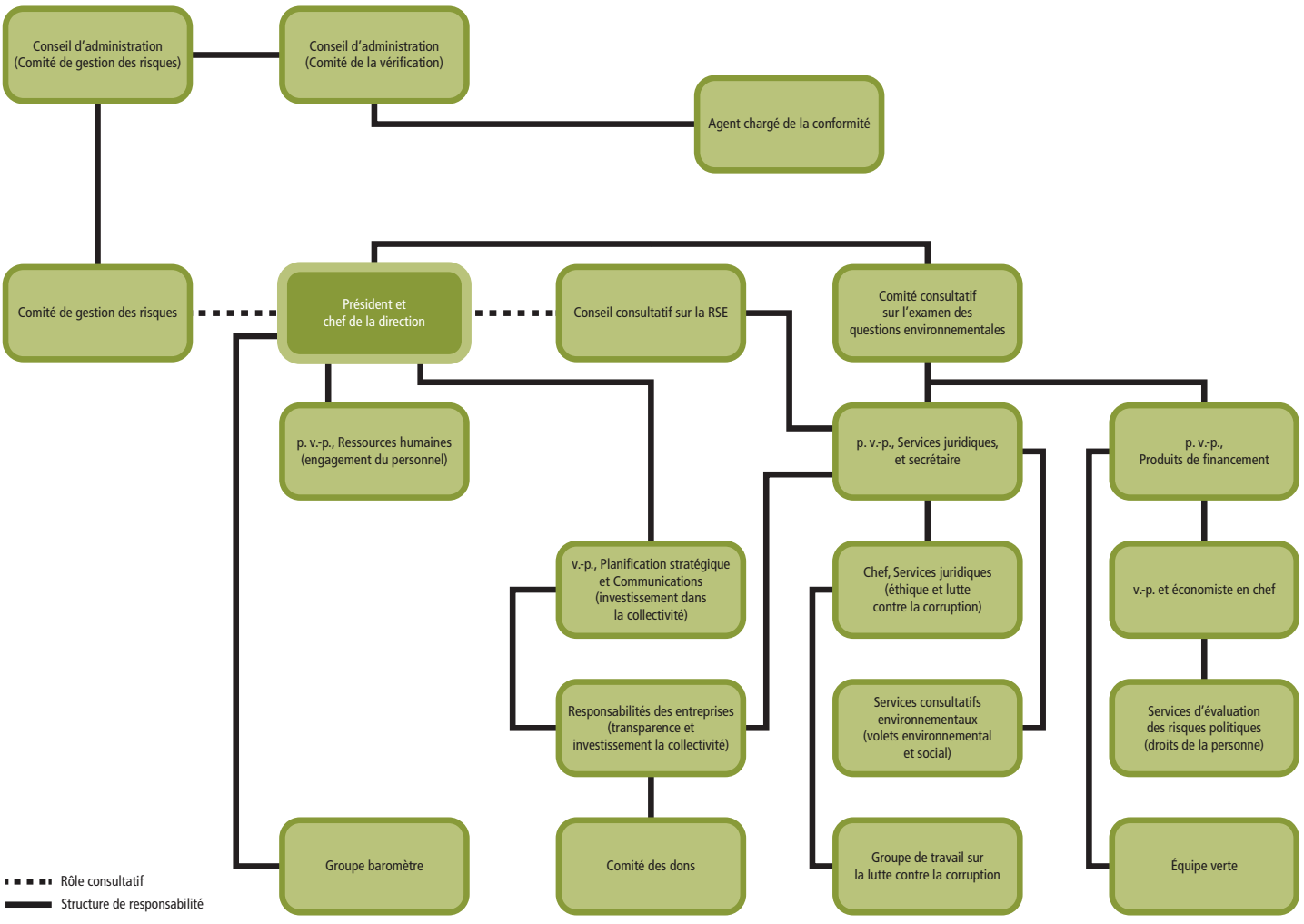
Depuis 2009, le Comité de la haute direction s'est donné trois priorités stratégiques bien précises orientant les activités d'EDC dans le domaine de la RSE : les changements climatiques, les droits de la personne et la transparence. Les progrès réalisés dans l'actualisation de chacune de ces priorités sont traités dans une section distincte de ce document. La Société a amorcé en 2010 un examen stratégique de son cadre de référence en matière de RSE dans l'intention d'en confirmer la pertinence. Au terme de cet examen, en 2011, le Comité de la haute direction d'EDC formulera de nouvelles recommandations portant sur les priorités stratégiques et les domaines où la Société doit recentrer ou intensifier ses efforts.

Conseil consultatif sur la RSE

Cette année encore, le Conseil consultatif sur la RSE d'EDC a agi comme groupe baromètre de confiance et conseiller avisé auprès de la Société relativement à tous les enjeux liés à la RSE. Lors de ses réunions semestrielles des 13 et 14 mai ainsi que du 18 novembre 2010, ses membres ont rencontré les cadres supérieurs d'EDC dans le but de les éclairer sur un éventail de sujets, dont le processus d'évaluation des droits de la personne en place à la Société, sa stratégie d'investissement dans la collectivité, l'examen et les priorités de sa stratégie de RSE et les incidences potentielles du projet de loi C-300. Profil des membres et résumé des délibérations du Conseil[1].

RESPONSABILITÉ DE LA RSE

À la Société, la gestion des pratiques de RSE de même que la mise en œuvre des politiques et des initiatives s'y rattachant sont confiées à plusieurs comités ayant le mandat d'en définir le cadre de responsabilité et d'en assurer l'évolution. La coordination des dossiers de RSE incombe toutefois à l'équipe chargée de la responsabilité sociale des entreprises et à diverses équipes agissant sur une base volontaire ou veillant au déploiement d'initiatives particulières. Fait à noter, c'est le président d'EDC qui approuve toute décision liée à la RSE et qui est redevable de la performance de la Société dans ce domaine de concert avec le premier vice-président, Services juridiques, et secrétaire lequel assume le rôle de dirigeant-parrain.



1 *http://www.edc.ca/FR/About-Us/Corporate-Social-Responsibility/Pages/default.aspx*

ÉTHIQUE

EDC fait preuve d'honnêteté, d'intégrité et d'impartialité dans l'exercice de ses activités, et attend le même comportement de la part de ses clients. Elle a défini dans son *Code d'éthique commerciale*[1] son engagement à respecter les exigences supérieures sur les plans éthique et juridique dans le traitement de questions telles que les conflits d'intérêts, le versement de pots-de-vin et la corruption, la confidentialité, l'environnement et les droits de la personne. EDC s'attend à ce que les entreprises sollicitant son soutien témoignent du même engagement à l'égard de l'éthique commerciale.

Code de conduite

Le *Code de conduite*[1] d'EDC énonce les politiques et les procédures régissant les comportements à adopter dans des domaines comme la confidentialité, les délits d'initiés et les conflits d'intérêts. Tous les employés, les cadres supérieurs et les administrateurs de la Société doivent en respecter les dispositions et sont tenus chaque année de remplir une déclaration d'engagement à s'y conformer et à participer à la séance d'appoint s'y rattachant. En 2010, EDC a effectué une analyse comparative pour vérifier l'actualité et l'exhaustivité du *Code* et sa pertinence au regard des enjeux de l'heure.

Semaine de l'éthique

EDC organise chaque année à l'intention de ses employés une semaine consacrée à la promotion de comportements conformes à l'éthique. L'édition 2010 a été l'occasion de lancer la séance d'appoint sur le Code de conduite, qui vient rappeler aux employés leurs responsabilités en vertu du Code. Durant la période en revue, EDC a également tenu plusieurs séances d'information dont une mettant à l'honneur les conférenciers Christopher Waddell, directeur de l'École de journalisme et de communication de l'Université Carleton, et Lisa V. Terry, avocate-conseil du Bureau du chef des services juridiques de l'Exim Bank des États-Unis, qui a présenté un exposé intitulé *Défis et éthique en affaires : le sens moral*. Toutes ces activités réunies concourent à mettre l'éthique au sommet des priorités à l'ensemble de la Société.

Examen de l'OCDE des mesures d'EDC pour lutter contre la corruption

EDC et ses homologues du gouvernement du Canada ont pris part en 2010 à l'examen par les pairs des engagements internationaux en matière de lutte contre la corruption de l'OCDE. Les représentants d'EDC se sont joints à ceux de l'OCDE, du gouvernement des États-Unis et de l'Autriche ainsi qu'aux examinateurs de la Phase 3 lors des séances des groupes de discussion *Prévenir et détecter la corruption* et *Avantages octroyés par les pouvoirs publics*. Le rapport d'examen par les pairs de la performance du Canada a été remis à des fins d'approbation au Groupe de travail sur la corruption dans le cadre de transactions commerciales internationales de l'OCDE. La version définitive du document a été publiée en mars 2011.

Projet de loi C-300

En 2009, la Chambre des communes du Canada a examiné un projet de loi émanant d'un député intitulé *Loi sur la responsabilisation des sociétés à l'égard de leurs activités minières, pétrolières ou gazières dans les pays en développement*. La législation avait pour but de promouvoir l'adoption de pratiques environnementales responsables et des normes internationales afin d'assurer le respect des droits de la personne par les sociétés canadiennes des secteurs minier, pétrolier et gazier présentes dans les pays en développement. Si le projet de loi n'a pas abouti, faute d'un soutien suffisant, il a néanmoins suscité un sain débat à propos d'un enjeu jugé préoccupant par bon nombre de Canadiens. EDC a pris part à l'examen parlementaire du projet de loi et prévoit que le dialogue se poursuivra à propos de ce sujet d'intérêt.

1 *http://www.edc.ca/FR/About-Us/Corporate-Social-Responsibility/Pages/business-ethics.aspx*

TRANSPARENCE

Aux termes de sa Politique de divulgation, EDC s'engage depuis longtemps à rendre publique son intention d'accorder son soutien dans le cadre de projets de catégorie A (qui présentent un potentiel élevé d'incidences environnementales et sociales négatives) au moins 30 jours avant l'attribution du soutien financier. Cette divulgation atteste l'engagement d'EDC de faire preuve de transparence à l'égard de l'appui consenti à des projets susceptibles de générer des incidences considérables. En 2010, tous les projets de catégorie A ont satisfait au délai de préavis de 30 jours exigé en matière de divulgation.

En 2010, la Société a étoffé les dispositions de sa politique afin de donner suite à la demande de ses parties intéressées d'accéder à plus d'information relative aux projets de catégorie A bénéficiant de son soutien. Ce faisant, EDC a ajouté les exigences suivantes à sa politique révisée :

- l'intégration des données estimatives ayant trait aux gaz à effet de serre à la documentation environnementale soumise à EDC et rendue accessible par le truchement du site Web du parrain et, s'il y a lieu, du site Internet d'EDC;
- la publication de Sommaires de l'examen de projet, qui comprennent des données sur l'évaluation de la Société au sujet des incidences environnementales et sociales des projets.

Ces deux modifications s'appliquent aux projets de catégorie A examinés après le 1er novembre 2010.

EDC est résolue à faire preuve de la plus grande transparence à l'égard de ses activités. Ainsi, en vertu de sa *Politique de divulgation*[1], elle rend publique l'information ci-après[2].

Transactions divulguées en 2010

TRANSACTIONS PAR RÉGION

Pays ou région	Nombre de transactions
Canada	237
États-Unis	135
Amérique latine (comprend le Mexique et les Antilles)	86
Asie	26
Europe (comprend la Turquie et la Communauté des États indépendants)	55
Afrique et Moyen-Orient (comprend la Turquie)	36
Divers pays	177
Australie et Nouvelle-Zélande	8
Nombre total de transactions en 2010	**760**

TRANSACTIONS PAR PRODUIT

Type de produit	Nombre de transactions
Capitaux propres	6
Financement	188
Garanties	565
Assurance risques politiques (PRI)	1
Nombre total de transactions en 2010	**760**

TRANSACTIONS SELON LA VALEUR MONÉTAIRE

Valeur monétaire (en dollars)	Nombre de transactions
> 1 milliard	1
500 millions - 1 milliard	2
250-500 millions	7
100-250 millions	25
50-100 millions	26
25-50 millions	37
15-25 millions	23
5-15 millions	39
1-5 millions	195
< 1 million	405
Nombre total de transactions en 2010	**760**

Consulter également le volume d'activités par sous-secteur de l'économie[3].

1 *http://www.edc.ca/FR/About-Us/Disclosure/Documents/disclosure-policy.pdf*
2 *http://www.edc.ca/FR/about-us/disclosure/reporting-on-transactions/pages/default.aspx*
3 *http://www.edc.ca/FR/about-us/disclosure/reporting-on-transactions/pages/default.aspx*

CONFORMITÉ

Accès à l'information

Dans le cours normal de ses activités, la Société reçoit des demandes de renseignements de la part du public et des demandes d'information officielles présentées en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* (LAI). Ces demandes sont traitées par le Bureau d'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels d'EDC. En 2010, EDC a reçu et traité 50 demandes soumises aux termes de la *Loi sur l'accès à l'information* par diverses parties, notamment des représentants des médias, des membres du public et des entités commerciales. Les demandes portaient sur divers sujets, dont des prêts et des contrats pour l'embauche d'employés temporaires. EDC a répondu à toutes les demandes de façon exhaustive et dans le délai établi.

Agent chargé de la conformité

Indépendant de la direction d'EDC et relevant du Comité de la vérification du Conseil d'administration, l'agent chargé de la conformité veille à la réception et au traitement des plaintes externes visant l'absence de conformité d'EDC à ses politiques en matière de RSE. En 2010, il a reçu deux plaintes externes considérées comme ne relevant pas de son mandat.

L'agent chargé de la conformité assure également la gestion des divulgations internes d'actes répréhensibles potentiels. D'ailleurs, dans le cadre de la Politique sur la divulgation d'actes répréhensibles d'EDC, les employés se doivent de signaler toute activité du genre sans crainte de représailles. Chaque année, la Société remet au Bureau du dirigeant principal des ressources humaines du Conseil du Trésor un rapport des activités afférentes aux divulgations faites sous le régime de la *Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles.*

MOBILISATION DES PARTIES INTÉRESSÉES

La mobilisation des parties intéressées fait partie intégrante de la réussite d'EDC. Dans cette optique, la Société consulte périodiquement ses partenaires, ses clients et ses employés, les représentants des organismes non gouvernementaux (ONG) et des médias, les membres du public de même que son actionnaire, le gouvernement du Canada.

Détermination des enjeux d'intérêt : critères utilisés par EDC

EDC détermine les enjeux d'intérêt en fonction des préoccupations et des situations problématiques :

- portées à son attention par le gouvernement du Canada et correspondant aux priorités de ce dernier;
- ayant des incidences sur les clients de la Société;
- ayant des incidences sur les employés de la Société;
- faisant écho aux inquiétudes exprimées par un vaste éventail de parties intéressées à l'égard d'enjeux connus ou nouveaux.

Processus d'EDC pour définir les enjeux d'intérêt

EDC maintient des canaux de communication à l'intention de divers groupes de parties intéressées. Elle y parvient en s'assurant de ce qui suit :

- maintien d'un dialogue soutenu avec les représentants du gouvernement du Canada;
- analyse comparative interne des pratiques de RSE et examen stratégique des enjeux de RSE;
- suivi constant des tendances et des préoccupations se dégageant des demandes de renseignements et des commentaires qui sont transmis par les parties intéressées.

La transparence compte parmi les grandes priorités stratégiques d'EDC dans le domaine de la RSE. L'exemple ci-après est révélateur de la surveillance exercée par les parties intéressées à l'égard des pratiques de divulgation d'EDC, en particulier de l'information ayant trait à des projets du secteur des industries extractives.

EXTRAIT D'UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS REÇUE DANS LE CADRE DE L'INITIATIVE D'HALIFAX

Il y a peu de projets du secteur des industries extractives dans les tableaux des projets de catégories A et B conclus. Nous croyons que la liste actuelle ne comprend pas tous les projets de catégorie A et B appuyés par EDC dans ce secteur. Pouvez-vous nous expliquer pourquoi ces projets n'ont pas été inscrits à l'un ou l'autre de ces tableaux?

Enfin, deux projets de catégorie A n'ont vraisemblablement pas été affichés sur le site Web d'EDC pendant une période de 30 jours avant leur approbation. Est-ce exact? Dans l'affirmative, a-t-on présenté les motifs justifiant la décision d'abréger la période de préavis de 30 jours et, si tel est le cas, où trouve-t-on les motifs invoqués?

EXTRAIT DE LA RÉPONSE D'EDC

Votre remarque est tout à fait pertinente (nous avons accordé notre soutien à peu projets du secteur des industries extractives). Le nombre de projets (constructions ou agrandissements importants) soutenus par EDC varie d'une année à l'autre. Comme l'indiquent les listes de projets conclus de catégories A et B, et contrairement à certaines affirmations, nous avons appuyé un nombre relativement limité de projets du secteur des industries extractives.

Nous vous remercions de porter cette erreur à notre attention. Les dates se trouvant sur notre site Web pour ces transactions sont effectivement inexactes. Les deux projets ont fait l'objet d'une divulgation publique pendant au moins 30 jours. Veuillez noter, d'une part, que les données fournies dans le cadre de la divulgation des projets de catégorie A sont examinées chaque année par le cabinet externe PricewaterhouseCoopers et, d'autre part, que nous avons en tout temps respecté l'exigence du préavis de 30 jours (divulgation préalable à la conclusion) pour les projets de catégorie A se déroulant dans d'autres pays que ceux du G7, comme l'énonce notre Politique de divulgation.

PRINCIPAUX ENJEUX DES PARTIES INTÉRESSÉES EN 2010

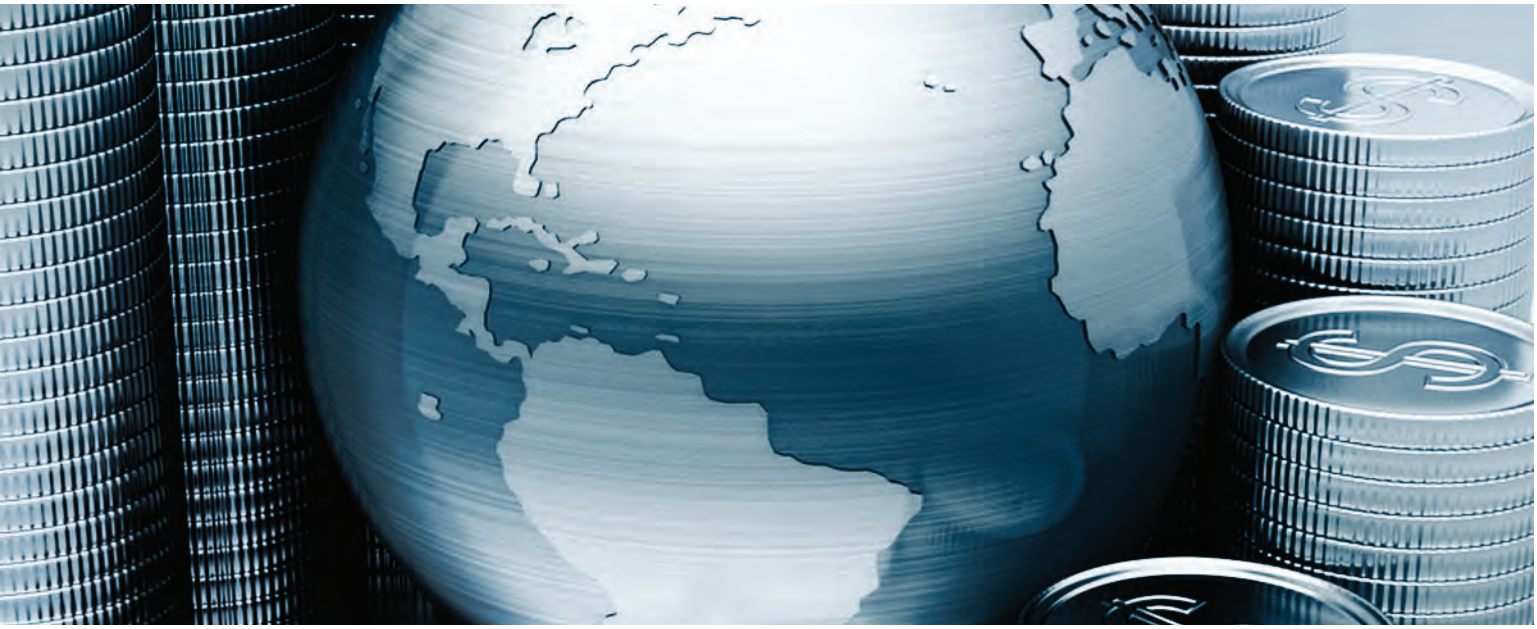
Groupe de parties intéressées	Enjeux	Mesures prises par EDC
Clients	Les clients s'attendent à ce qu'EDC leur offre des services fiables, opportuns et pertinents axés sur leurs besoins en évolution, peu importe leur situation géographique, leur segment ou leur secteur industriel.	EDC a livré des services de valeur supérieure à ses clients en simplifiant ses processus de prestation. La méthode de l'allégement, adoptée par EDC en 2007, est le principe directeur à la base de cette initiative. La Société adhère également aux principes de l'amélioration continue et de l'efficacité accrue afin de renforcer la prise de décisions et la collaboration des employés de tous les échelons dans le cadre de l'approche privilégiée pour la résolution de problèmes. EDC sonde périodiquement ses clients afin d'évaluer leur niveau de satisfaction à l'égard de ses produits et de ses services. L'indicateur Net Promoter Score (NPS) permet d'évaluer la réputation d'EDC et la probabilité que ses clients la recommandent à d'autres acteurs de la communauté d'affaires. En 2010, EDC a atteint l'objectif fixé pour son indicateur NPS.
Gouvernement (y compris les députés et les sénateurs)	Les parlementaires consultent EDC au sujet des incidences du projet de loi C-300. Ils manifestent un intérêt soutenu pour les projets appuyés par la Société dans le domaine des changements climatiques.	EDC a tenu de vastes discussions avec les parlementaires et les autres membres du gouvernement dans le but de leur expliquer qu'elle effectue une surveillance soutenue auprès de ses clients afin de s'assurer qu'ils exercent leurs activités de manière socialement responsable. Par ailleurs, EDC a continué de travailler avec John Ruggie, Ph. D., des Nations Unies dans le but de mieux cerner les enjeux liés aux droits de la personne. EDC siège à deux comités intergouvernementaux formés à l'issue d'initiatives en matière de changements climatiques à l'intention des entreprises : le Conseil consultatif sur les technologies propres (CAB) et le Comité international de promotion des technologies propres (CIRC). EDC est aussi membre du Conseil consultatif sur les infrastructures du MAECI (composé du Groupe sur le bâtiment durable) qui fait partie du Comité international de protection des infrastructures essentielles (IIRC).
Organisations non gouvernementales (ONG)	Les représentants des ONG continuent d'inviter EDC à faire preuve d'une transparence accrue.	Aux termes des modifications apportées à sa Politique de divulgation, EDC s'est engagée à publier des Sommaires de l'examen de projet pour les projets de catégorie A. Ces documents, plus détaillés, viendront accroître la transparence de l'analyse des projets en faisant état de leur potentiel élevé d'incidences environnementales et sociales.
Employés d'EDC	Le maintien d'un effectif dévoué et motivé est devenu un élément primordial en vue de l'installation d'EDC dans son nouveau siège social.	Les employés d'EDC ont fait l'essai des modèles de postes de travail proposés pour le nouvel immeuble. Leur rétroaction a servi à la formulation des critères de la demande de proposition, notamment la diversité des espaces de travail et l'utilisation de technologies de pointe. EDC n'a cessé d'axer ses efforts sur l'établissement de stratégies novatrices et efficaces de gestion du changement.
Fournisseurs	Les fournisseurs continuent de miser sur les caractéristiques et les avantages de leurs produits et services au chapitre de la durabilité pour se démarquer auprès d'EDC.	L'Équipe verte d'EDC a examiné les besoins de la Société en matière de consommation de papier et de prestation de services d'impression. La construction du nouvel immeuble du siège social conforme aux normes de durabilité LEED incite EDC à privilégier l'achat de biens et de services durables.
Médias	Au Canada, les médias s'attendent à ce qu'EDC fasse preuve de plus de transparence à l'égard du traitement des demandes de renseignements et des demandes d'accès à l'information portant sur les projets.	EDC a actualisé sa Politique de gestion des risques environnementaux et sociaux de même que sa Politique de divulgation en y intégrant les Sommaires de l'examen de projet et les données liées aux GES fournies par les clients dans le cadre de projets financés par EDC.

PRINCIPALES INITIATIVES DE REPRÉSENTATION EN 2010

Événement	Sujet	Public cible
Conférence Globe 2010, à Vancouver	La durabilité des sociétés du secteur des ressources naturelles : assurer et conserver sa légitimité sociale[1]	Industries extractives
Congrès annuel 2010 de la Prospectors and Developers Association of Canada (PDAC), à Toronto	Atelier : Qui êtes-vous et qu'est-il advenu de mon banquier?	Entreprises et sociétés-conseils du secteur minier
Séance de mobilisation des parties intéressées d'EDC pour le compte de l'IFC, à Ottawa	Séance de mobilisation des parties intéressées de l'IFC : Les Critères de performance en matière de durabilité sociale et environnementale de l'IFC	Clients d'EDC, institutions financières et membres de la société civile
Déjeuner-conférence de l'EthicsCentre, à Toronto	L'éthique dans le secteur financier, au Canada et à l'étranger[2]	Secteurs financier et juridique

1 *http://www.edc.ca/FR/About-Us/News-Room/Speeches/Pages/how-to-acquire-and-maintain-social-licence-to-operate.aspx*
2 *http://www.edc.ca/FR/About-Us/News-Room/Speeches/Pages/ethics-in-the-financial-sector.aspx*

PERFORMANCE
ÉCONOMIQUE



Malgré le fait que l'économie mondiale sortait de la récession en 2010, la conjoncture économique est demeurée incertaine. Les exportations totales du pays ont progressé de 12 %, mais cette hausse est bien inférieure aux niveaux atteints avant la récession. Dans ce contexte, EDC a ajouté de la capacité sur le marché dans l'espoir de renforcer les résultats commerciaux du Canada. Au cours de la période en revue, elle a soutenu 8 236 clients. Son volume d'activités a totalisé 84,6 milliards de dollars, dont un volume record de 24,7 milliards de dollars sur les marchés émergents. En savoir plus[1].

Faits saillants de 2010

S'il vous plaît consulter le Rapport annuel 2010 pour les faits saillants de 2010[2].

Étude de cas : Le colosse brésilien Vale investit au Canada

Au cours des dernières années, les marchés émergents ont produit de grandes entreprises qui contribuent aujourd'hui à la reprise mondiale. Le conglomérat brésilien Vale S.A., client d'EDC, est un bel exemple de société étrangère ayant débuté dans le secteur national d'extraction du minerai (elle était alors appelée Compania Minera Vale do Rio Dolce) qui a su devenir un acteur de premier plan au Canada et rayonner sur la scène internationale. Aujourd'hui, elle se classe au deuxième rang mondial des sociétés d'extraction et de transformation des métaux pour ce qui est de sa capitalisation boursière et est présente dans 38 pays et sur cinq continents. La forte croissance de Vale à l'échelle mondiale, ses solides plans d'investissement et ses achats accrus auprès des fournisseurs canadiens ont amené EDC à lui consentir en 2010 un des prêts les plus importants et exclusifs jamais offerts à une entreprise étrangère. En savoir plus[3].

1 *http://www19.edc.ca/publications/2011/2010ar/french/7-2.shtml*
2 *http://www19.edc.ca/publications/2011/2010ar/french/3-2.shtml*
3 *http://www19.edc.ca/publications/2011/2010ar/french/5-1.shtml*

PERFORMANCE
ENVIRONNEMENTALE

Reconnaissant que les projets et les transactions qu'elle appuie peuvent se traduire par des risques environnementaux et sociaux, EDC a fait une priorité de se doter de procédures rigoureuses pour déceler et réduire les incidences potentielles négatives associées à de tels risques. À cette fin, elle a apporté en 2010 des modifications aux politiques encadrant son approche d'évaluation et d'examen ciblant les risques environnementaux et sociaux pouvant résulter de ses activités.

Version révisée du Cadre de gestion des risques environnementaux et sociaux

En 2009, EDC a amorcé l'examen de sa Politique environnementale, de sa Directive en matière d'évaluation environnementale (ERD) et de sa Politique de divulgation, qui forment son cadre d'évaluation des incidences environnementales des transactions et de divulgation de l'information à cet égard. Après des efforts soutenus pour obtenir la rétroaction d'un vaste éventail de parties intéressées, la Société a publié un cadre révisé en novembre 2010. Ce nouveau cadre vient accroître la clarté et la transparence des processus d'examen d'EDC et en assurer la conformité avec les pratiques exemplaires de gestion des risques environnementaux et sociaux adoptées à l'échelle internationale.

Ce cadre oriente toutes les activités d'EDC et repose sur des conventions et des normes internationales, notamment les *Approches communes de l'OCDE concernant l'environnement*[1], les *Critères de performance en matière de durabilité sociale et environnementale de l'IFC*[2] et les *Principes de l'Équateur*[3].

En voici les principales modifications :

- Les documents ont été rebaptisés et s'appellent maintenant Politique de gestion des risques environnementaux et sociaux et Directive en matière d'évaluation environnementale et sociale afin de refléter l'engagement d'EDC à inclure les questions d'ordre social dans l'examen environnemental de ses activités (les Critères de performance de l'IFC définissent ces risques comme suit : main-d'œuvre et conditions de travail; hygiène, sécurité et santé communautaires; acquisition de terres et réinstallation forcée; populations autochtones et patrimoine culturel. EDC a décrit en détail son engagement à l'égard des droits de la personne dans sa Déclaration sur les droits de la personne).
- Les *Critères de performance en matière de durabilité sociale et environnementale* adoptés par la Société financière internationale (IFC) constituent la principale norme qu'applique EDC afin d'évaluer la performance environnementale et sociale des projets dans les pays en développement.
- EDC a adopté une stratégie en matière de changements climatiques dans le but de comprendre et d'évaluer les risques et les débouchés liés au carbone et au climat découlant des activités de ses clients.
- Les projets de catégorie A (potentiel élevé d'incidences environnementales et sociales) sont visés par une divulgation accrue. Ainsi, des Sommaires de l'examen de projet, qui comprennent des données sur le classement des projets, la justification du soutien et les grandes questions environnementales et sociales examinées, sont publiés.

Le Cadre de gestion des risques environnementaux et sociaux

Le Cadre de gestion des risques environnementaux et sociaux est formé de trois composantes :

- la Politique de gestion des risques environnementaux et sociaux
- la Directive en matière d'évaluation sociale et environnementale (ERD)
- la Politique de divulgation

Les deux premières composantes sont interdépendantes. La Politique définit les principes adoptés par la Société dans le cadre de l'évaluation des risques du volet environnemental d'une transaction tandis que la Directive précise le processus suivi par EDC.

La troisième composante, la Politique de divulgation, énonce les lignes directrices régissant la communication de l'information au public. Elle maintient un juste équilibre entre la volonté d'EDC de divulguer publiquement de l'information – dans un souci de responsabilisation accrue – et la nécessité de protéger la confidentialité des renseignements commerciaux que lui confient ses clients.

1 *http://www.oecd.org/dataoecd/26/34/21685804.pdf*
2 *http://www.ifc.org/ifcext/sustainability.nsf/AttachmentsByTitle/pol_PerformanceStandards2006_PS1_French/$FILE/PS_1_French.pdf*
3 *http://www.equator-principles.com/resources/equator_principles_french.pdf*

COMMENT EDC EXAMINE-T-ELLE LES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX DES TRANSACTIONS?

Le processus qui est suivi depuis le moment où une transaction ou un projet est soumis à l'attention d'EDC et sa décision d'autoriser ou de refuser le soutien peut être complexe. Pour mener à bien cette tâche, EDC peut compter sur des équipes de spécialistes des risques environnementaux, techniques et sociaux.

Comment EDC détermine-t-elle la catégorie d'un projet?

Le terme projet désigne une construction actuelle ou nouvelle, un agrandissement ou une transformation-conversion d'importance de nature industrielle, commerciale ou liée à l'infrastructure. EDC détermine la catégorie particulière d'un projet en fonction de son potentiel d'incidences environnementales négatives, lequel permet de définir la nature et la portée de l'examen. La Société regroupe les projets dans les trois catégories suivantes :

- **Projet de catégorie A :** Il désigne un projet pouvant présenter d'importantes incidences environnementales négatives qui se caractérisent par leur sensibilité, leur diversité ou leur caractère exceptionnel.
- **Projet de catégorie B :** Il désigne un projet pouvant présenter des incidences environnementales négatives moins considérables que celles d'un projet de catégorie A.
- **Projet de catégorie C :** Il désigne un projet pouvant présenter des incidences environnementales négatives faibles, voire nulles.

DÉFINITIONS INTÉGRALES[1]

Les normes adoptées par EDC et leur mode d'application

Les parties intéressées nous demandent souvent ce qui caractérise chacun des cadres d'évaluation environnementale utilisés et mis en œuvre à EDC, à savoir sa *Directive en matière d'évaluation environnementale et sociale (ERD)*[2], les *Approches communes de l'OCDE*[3] et les *Principes de l'Équateur*[4]. En fait, les modifications apportées à la politique d'EDC en la matière viennent souligner et préciser les éléments communs à ces processus d'examen. Ces changements sont incorporés à la version révisée de la *Politique de gestion des risques environnementaux et sociaux*[5], comme l'illustre sur la page suivante.

EDC examine et approuve les transactions à l'issue d'examens stricts se fondant sur l'application des Critères de performance de l'IFC. Ces examens sont confiés à une équipe de sept spécialistes des questions environnementales et sociales. Lorsque la Société fait partie du groupe de prêteurs participant au montage financier, elle est appelée à remplir le rôle de mandataire spécialiste des enjeux environnementaux et sociaux en raison de ses capacités dans ce domaine. À titre de partenaire de confiance du milieu financier, EDC s'acquitte de ce rôle lorsque ses banques commerciales partenaires sont dans l'impossibilité de le faire. La capacité de la Société à réaliser des évaluations environnementales et sociales lui confère ainsi un statut de chef de file parmi les institutions financières et rehausse la valeur de son financement de projet auprès des entreprises canadiennes.

1 *http://www.edc.ca/FR/About-Us/Disclosure/Reporting-on-Transactions/Pages/default.aspx*
2 *http://www.edc.ca/FR/about-us/corporate-social-responsibility/environment/Documents/environment-social-review-directive.pdf*
3 *http://www.oecd.org/dataoecd/26/34/21685804.pdf*
4 *http://www.equator-principles.com/resources/equator_principles_french.pdf*
5 *http://www.edc.ca/fr/About-Us/Corporate-Social-Responsibility/Environment/Documents/enviro-policy.pdf*

PRINCIPAUX PROCESSUS D'EXAMEN ENVIRONNEMENTAL

		PORTÉE	SEUIL
Examens d'autres activités	**Évaluations par les agents**	Types de transaction ou d'opération : • financement • Assurance risques politiques (PRI) • capitaux propres • Assurance et cautionnement de contrats (CIB)	Lorsque : • le soutien d'EDC est < 5 M USD
	Déclaration de l'exportateur	Types de transaction : • Assurance comptes clients (ARI) • CIB	• Toutes les transactions ARI • Toutes les transactions CIB
	Examens des risques environnementaux	Types de transaction ou d'opération : • financement (y compris le financement de projets) • PRI • capitaux propres • CIB	Lorsque : • le soutien d'EDC est ≥ 5 M USD
Examens des projets	**Approches communes de l'OCDE**	Appui à l'exportation de biens d'équipement et de services connexes (liés et non liés aux projets)	Lorsque : • la durée du soutien d'EDC est ≥ 2 ans; • et > 10 M DTS ou le projet est réalisé dans une zone sensible
	Principes de l'Équateur	Appui aux projets : • uniquement le financement de projets	Lorsque : • le coût en capital du projet ≥10 M USD*
	ERD	Appui aux projets : • financement (y compris le financement de projets) • PRI • capitaux propres	Lorsque : • la durée du soutien d'EDC est ≥ 2 ans; • et > 10 M DTS ou le projet est réalisé dans une zone sensible

** Dans le cas d'une transaction, dont le projet comporte des coûts en capital supérieurs à 10 M USD, qui est visée par les Principes de l'Équateur mais non la Directive, EDC examinera tout de même le projet en fonction de la Directive.*

Que signifie devenir signataire des Principes de l'Équateur?

Les Principes de l'Équateur (PE) renvoient à un ensemble de critères volontaires servant à déterminer, à évaluer et à gérer les risques environnementaux des projets financés sur les marchés émergents. Ces principes, la référence dans le domaine du financement soutenable de projets, prévoient la tenue d'une évaluation indépendante des incidences environnementales et sociales ainsi que des mesures de suivi après l'attribution du financement. En devenant signataire des Principes de l'Équateur, EDC accepte d'intégrer les Critères de performance en matière de durabilité sociale et environnementale de l'IFC à son processus d'examen des projets afin que ces derniers respectent les normes ayant cours à l'échelle internationale.

EDC a-t-elle déjà refusé d'appuyer une transaction?

On demande souvent à EDC si elle refuse d'accorder son soutien à des projets en raison de leurs incidences environnementales et sociales. En fait, EDC a déjà décliné de participer à des projets dans les secteurs minier, pétrolier, gazier et de l'énergie dans toutes les régions du globe. Le plus souvent, elle le fait dès le début du processus, lorsqu'elle relève la présence de risques élevés ou d'indicateurs particuliers que le projet ne satisfera pas de manière acceptable aux normes ou aux critères de performance environnementale et sociale. La Société examine les incidences environnementales et sociales à la lumière d'exigences connues et bien établies. Ce faisant, les entreprises dont les projets sont peu susceptibles de respecter les exigences strictes d'EDC ne sollicitent généralement pas son soutien. En outre, avant d'envisager plus sérieusement l'octroi d'un prêt, EDC soumet tous les projets à un contrôle préalable rigoureux dans le but d'en dégager les éléments problématiques. EDC peut alors, selon la nature de ces éléments, mettre fin aux discussions à moins qu'elle ne détermine qu'elle est en mesure de travailler avec le client à l'atténuation des incidences négatives du projet.

EXAMENS ENVIRONNEMENTAUX RÉALISÉS EN 2010 : PROJETS DE CATÉGORIES A, B ET C

Catégorie	Nombre de projets conclus*	Nombre de projets examinés (PE[1]/CFP[2])	Secteur industriel	Région
A	10	7	Industries extractives (6) Infrastructure (4)	Amérique du Nord (2) Antilles (2) Moyen-Orient (3) Eurasie (2) Pacifique Sud (1)
B	4	1	Industries extractives (2) Infrastructure (3)	Amérique du Nord (2) Amérique du Sud (1) Eurasie (1)
C	1	0	Technologies de l'information et des communications (1)	Afrique (1)
Total	**15**	**8**		

** Voir le diagramme de la Directive en matière d'évaluation environnementale pour la portée et les seuils*

1 - Principes de l'Équateur (PE)

2 - Critères de financement de projet (CFP)

Projets de catégorie A conclus en 2010	Examen (Principes de l'Équateur – PE) (Oui/Non)
Projet de la porte d'entrée de la route no 1 (Canada)	Non
Pueblo Viejo (2) (République dominicaine)	Oui
Centrale électrique PP11 (Arabie saoudite)	Oui
Projet de raffinerie pétrochimique Jubail (Arabie saoudite)	Oui
Agrandissement des terminaux d'exportation de charbon de NGIC (Australie)	Oui
Projet minier El Boleo (Mexique)	Oui
Projet de modernisation de la fonderie RTB (Serbie)	Non
Projet de reconstruction de l'usine de pâtes et papiers de Bratsk (Russie)	Non
Projet de fonderie d'aluminium Ma'aden (Arabie saoudite)	Oui

Projets de catégorie B conclus en 2010	Examen (Principes de l'Équateur) (Oui/Non)
Projet d'aménagement d'installations de transformation du gaz naturel Prirazlomnoye Associated Gas (Russie)	Non
Agrandissement des terminaux vraquiers – Neptune Bulk Terminals (Canada)	Non
Projet d'aménagement de la centrale de cogénération Nuevo Pemex (Mexique)	Oui
Projet Mirador Oxide (Chili)	Non

Projets de catégorie C conclus en 2010	Examen (Principes de l'Équateur) (Oui/Non)
Expansion du réseau de téléphonie de Tigo Rwanda (Rwanda)	Non

PROFIL – EXAMEN DU PROJET DE LA MINE EL BOLEO, AU MEXIQUE

La société Baja Mining de Vancouver est actionnaire majoritaire et exploitant de la mine de cuivre, de cobalt, de manganèse et de zinc Minera y Metalurgica del Boleo (MMB) située sur la côte Est de la péninsule de Baja, au Mexique. L'exploitation de la mine, qui devrait s'étendre sur plus de 25 ans, repose surtout sur l'utilisation de méthodes d'extraction mécanique du minerai présent dans le sous-sol.

Le projet minier se déroule dans les limites de la réserve de la biosphère El Vizcaíno, lieu consacré à la préservation des écosystèmes, des habitats et des espèces uniques de la péninsule de Baja. Les concessions de MMB de même que l'agglomération de Santa Rosalía se trouvent à l'intérieur de la zone tampon de la réserve. Dans cette zone désignée, l'exploitation minière continue d'être autorisée pour des motifs historiques en conformité avec le plan de gestion de la réserve.

La demande de soutien financier adressée à EDC s'élevait à 250 millions de dollars américains, des fonds avant tout destinés à l'achat d'équipements auprès d'un fournisseur canadien. Avant d'appuyer le projet, EDC a passé en revue les évaluations des incidences environnementales et sociales réalisées par MMB, conformément à sa Directive en matière d'évaluation environnementale et sociale (ERD) pour les projets de catégorie A de même que ses engagements en vertu des Principes de l'Équateur et des Approches communes de l'OCDE.

Dans le cadre de son examen environnemental et social de la mine MMB, exploitée par la société Baja Mining, EDC s'est penchée sur bon nombre de facteurs dont la qualité de l'eau et de l'air, la biodiversité ainsi que les enjeux socioéconomiques et liés à l'acquisition de terres.

L'examen d'EDC a pris en compte nombre de facteurs. Par exemple, la Société a analysé le projet en fonction de normes internationales pertinentes telles que les Critères de performance de l'IFC. De plus, elle s'est assurée qu'il était conçu de manière à respecter les réglementations en vigueur dans le pays d'accueil et comportait la tenue de consultations publiques. Après avoir fait appel aux services d'un consultant indépendant, comme le prescrivent les Principes de l'Équateur, EDC a également déterminé que les mesures proposées pour atténuer les risques pouvaient diminuer le potentiel d'incidences environnementales et sociales négatives. Voici les éléments visés par l'examen mené par EDC.

- **Qualité de l'eau :** Le projet comportait des mesures de protection de la qualité de l'eau puisqu'il prévoyait le remplacement de l'eau douce utilisée dans le processus de broyage par de l'eau produite par osmose inversée dans les installations de dessalage de l'eau de mer. MMB a également installé des systèmes de recyclage pour récupérer l'eau en fin de cycle de traitement et pris d'autres mesures d'atténuation des incidences négatives, comme l'évacuation des déchets miniers sans décharge d'eau afin d'éliminer l'étape de traitement continu des effluents.
- **Biodiversité :** Des études préliminaires exhaustives visant à déterminer l'impact des activités minières sur les divers habitats (notamment les populations locales de cactus et les écosystèmes marins) ont mené à l'ajout de mesures d'atténuation ciblant le contournement ou le déplacement d'espèces rares. Le programme de déplacement a été amorcé bien avant la construction, et des programmes de surveillance ont été mis en place afin d'évaluer la viabilité des zones de déplacement.
- **Qualité de l'air :** Les travaux de l'étape de construction risquent d'influer sur la qualité de l'air tout comme les émissions provenant des installations de traitement et de production d'électricité, des moteurs diesel et de la poussière. Toutefois, l'utilisation de modèles a permis d'établir que la totalité des émissions demeurerait inférieure à celle des lignes directrices de l'IFC.
- **Enjeux socioéconomiques et liés à l'acquisition de terres :** Pour mettre en œuvre le projet, MMB devait acquérir des terres le long des limites des zones de concession minières ainsi qu'à l'intérieur des zones de gestion des déchets miniers. L'entreprise a tenu des consultations publiques, puis s'est engagée dans un processus d'acquisition des terres en respectant la législation mexicaine et les Critères de performance de l'IFC. De plus, elle a établi un plan pour gérer de façon continue ces deux composantes.

Pendant le processus d'examen, EDC a visité la mine et plus particulièrement les sites d'exploration, les zones de traitement des déchets miniers, la zone d'appontement, le baraquement de chantier, la carrière de carbonate et les lieux ayant une valeur culturelle. Même si le site minier n'était pas encore en exploitation, le bureau des relations avec la collectivité était ouvert et EDC a pu y rencontrer des agents de liaison communautaire de MMB pour discuter de l'état d'avancement du programme de communications de l'entreprise.

À l'issue de sa visite, EDC a acquis la conviction que le projet était conçu conformément aux pratiques exemplaires ainsi qu'aux lignes directrices et aux normes reconnues à l'échelle internationale. En outre, elle a constaté que compte tenu des mesures d'atténuation prises, les incidences environnementales négatives potentielles ne seraient pas considérables. Suivant ce constat, EDC a décidé d'appuyer le projet. L'Équipe des services consultatifs environnementaux de la Société fera un suivi soutenu, notamment dans le cadre de visites des installations tout au long de la phase de construction.

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

L'instauration d'une approche déterminée en matière de changements climatiques constitue l'un des éléments phares du nouveau cadre. Cette approche est étayée par des recherches confirmant le lien entre, d'une part, les risques climatiques et les pratiques financières et, d'autre part, la nécessité d'équilibrer les coûts et les impératifs de faisabilité technique. En vertu de l'approche adoptée, EDC s'engage à ce qui suit :

- tenir des discussions avec ses clients afin de comprendre et d'évaluer les risques et les débouchés liés au carbone et au climat découlant de leurs activités;
- évaluer les risques des projets liés aux changements climatiques de manière à y intégrer des solutions technologiques et financières viables, pratiques et abordables, qui permettent de réduire les effets des changements climatiques et de s'y adapter;
- demander aux entreprises proposant un projet de catégorie A ou B de fournir des données estimatives sur les émissions de gaz à effet de serre, conformément aux Critères de performance de l'IFC et à des méthodes reconnues comme celles établies dans le cadre de l'initiative Greenhouse Gas Protocol.

Changements climatiques : sondage auprès des clients

En 2010, EDC a réalisé un sondage intitulé « Changements climatiques : incidences des préoccupations environnementales sur les entreprises canadiennes ». Grâce aux résultats obtenus, EDC a été en mesure d'approfondir sa compréhension de la façon dont les sociétés du pays gèrent les politiques, les attentes, les défis et les possibilités inhérents aux questions environnementales qui influent sur la manière dont les compagnies participent au commerce international. Dans l'ensemble, les répondants ont indiqué qu'ils considèrent les changements climatiques comme un tremplin favorisant leur rayonnement international et l'augmentation de leurs ventes. Ils ont également signalé qu'ils ne jugent pas cet enjeu comme une priorité immédiate vu les difficultés à se conformer à ce qu'ils perçoivent comme une intensification de la réglementation gouvernementale et un resserrement des critères de conformité aux cibles d'émissions.

Appui aux exportateurs du secteur environnemental

Par l'entremise de son Programme EnviroExport, EDC appuie également les compagnies canadiennes qui se spécialisent dans des produits et des services écologiques, notamment dans des projets de dépollution atmosphérique, de conversion des déchets en énergie, d'énergies renouvelables et de traitement des eaux. En 2010, le soutien accordé par EDC à 223 entreprises s'est élevé à près de 436 millions de dollars. La société DIRTT (Doing It Right This Time) de Calgary figure parmi les entreprises à bénéficier du Programme. › EN SAVOIR PLUS

Soutien sous la forme de capital-investissement

EDC appuie les fonds de capital-investissement à vocation environnementale présents sur la scène nationale et internationale. En 2010, elle a investi 1 million de dollars dans une facilité d'investissement en consortium de 8 millions de dollars destinée à Enbala, une société spécialisée dans la production d'énergie propre. Ses technologies suscitent un intérêt croissant à l'échelle mondiale vu leur capacité à réduire les émissions de gaz à effet de serre et les frais d'exploitation – un créneau où les compagnies canadiennes ne cessent de se démarquer. De même, EDC a porté jusqu'à 10 millions de dollars américains ses engagements en capitaux propres auprès de Water Fund Limited Partnership de la société XPV, un fonds canadien de capital de risque soutenant surtout les entreprises du secteur de l'eau – dont le potentiel de croissance est considérable pour le Canada.

En 2010, l'Équipe de l'infrastructure a accompagné 10 entreprises spécialisées dans le traitement et la conversion des eaux lors d'une mission commerciale dans la région du Conseil de coopération du Golfe (CCG). Cette initiative avait pour but de faire valoir l'expertise et les capacités canadiennes dans ce secteur. Pour mieux comprendre ce domaine d'activités, la Société a par ailleurs entrepris plusieurs études sur des sujets tels que l'empreinte environnementale, la monétisation du carbone, les technologies propres et les changements climatiques.

Appui accordé aux exportateurs du secteur environnemental en 2010 (voir page suivante)

1 *http://www19.edc.ca/publications/2011/2010ar/french/6.shtml*

	2010	2009	2008	2007
Nombre de sociétés du secteur	223	200	215	135
Volume d'activités d'EDC (en millions de dollars)	435,5	439	468	379
Placements en actions (en millions de dollars)	101,5	75	61	23
Nombre de sociétés détenues	53	53	39	17

EMPREINTE OPÉRATIONNELLE

Pour assurer sa pérennité environnementale, EDC doit considérer les incidences de ses activités sur l'environnement. À cette fin, elle suit depuis plusieurs années les progrès réalisés dans ce domaine et a pris des mesures pour remédier aux facteurs contribuant à son empreinte opérationnelle – qui fait l'objet d'une divulgation publique depuis 2008. Les données portent sur la consommation d'eau, de gaz naturel et de papier ainsi que le kilométrage parcouru dans le cadre de ses voyages d'affaires. Les résultats révèlent que les initiatives visant la réduction, la réutilisation et le recyclage des ressources ont porté leurs fruits, comme l'illustrent les tableaux ci-après. La Société a converti ses données en émissions équivalentes de gaz à effet de serre (CO2) en s'appuyant sur les lignes directrices du Greenhouse Gas Protocol (World Resources Institute).

EMPREINTE OPÉRATIONNELLE D'EDC EN 2010

	Unité	2008	2009	2010	ETP écart en % (2009-2010)
Consommation d'électricité*	kWh kWh / ETP** tonnes de CO_2	12 955 600 10 878 2 386,10	14 018 225 11 251 2 581,90	14 053 089 10 590 2 588,3	 -6 %
Consommation de gaz naturel	m^3 m^3 / ETP tonnes de CO_2	387 520 325 730,5	407 101 327 767,4	301 354 227 569,4	 -31 %
Voyages d'affaires (avion et véhicule)	km (avion) km (véhicule) km (total) tonnes de CO_2	15 270 500 532 460 15 802 960 1 933,60	15 279 800 613 970 15 893 770 1 987,84	16 500 200 571 740 17 071 940 2 124,93	 7,4 %
Consommation de papier	tonnes kg / ETP tonnes de CO_2	42,5 35,7 99	43,6 35,0 101,6	23,6 17,7 49,8	 -49 %
Recyclage du papier	tonnes kg / ETP	27 23	25 20	81,6 61,5	 +208 %
Recyclage du papier (sources mixtes)	tonnes kg / ETP	n/a n/a	183 147	147,8 111,0	 -24 %
***Consommation d'eau des immeubles	L L / ETP	23 852 000 20 027	23 956 200 19 226	24 296 804 18 310	 -5 %
Empreinte carbone	tonnes de CO_2 tonnes de CO_2 / ETP	5 149 4,32	5 396 4,33	5 296 3,99	 -8 %

**SOURCE : Équipe Immobilier et Installations d'EDC*
***ETP désigne les employés équivalents temps plein en 2010*
****Données de 2005 et de 2006 non disponibles en raison d'une défaillance imprévue du compteur d'eau*
Hypothèses :
Consommation d'électricité, de gaz naturel et d'eau des immeubles : calculée au prorata en fonction des bureaux loués par EDC
Kilométrage des voyages d'affaires (avion et véhicule) : comprend les frais de transport aérien payés ou établis par le Service des voyages à Ottawa et le kilométrage associé au programme d'indemnité de voiture à EDC
Consommation de papier : comprend l'utilisation du papier ordinaire dans les locaux multiservices et par les Services d'impression
Recyclage du papier : comprend les bacs de déchiquetage des documents confidentiels et généraux
Recyclage du papier (sources mixtes) : comprend le papier de sources mixtes ainsi que le carton des centres et des bacs de recyclage (calcul fondé sur l'exercice de vérification de la gestion des déchets effectué en 2010)

1 *http://www.wri.org/project/ghg-protocol*

TABLEAU DE CONVERSION DU DIOXYDE DE CARBONE (CO_2)

Composante de l'empreinte	Déclaration des émissions (niveau 1, 2 ou 3)	Facteurs d'émission de CO_2	Source
Consommation d'électricité	Niveau 3	Tous (le réseau électrique de l'Ontario utilise l'énergie sous forme de charbon, d'hydrocarbures, de gaz naturel et d'hydroélectricité ainsi que l'énergie nucléaire)	Les estimations de CO_2 ont été faites à l'aide du calculateur de consommation de papier du Environmental Defense Fund[1]
Consommation de gaz naturel	Niveau 2	Sources commerciales, fossiles gazeux, gaz naturel	World Resources Institute (2009). GHG Protocol for stationary combustions, v 4.0
Consommation de papier	Niveau 2	Utilisation de papier non couché Cascade Rolland HiTech 50 composé à 50 % de fibres recyclées	World Resources Institute (2008). GHG Protocol for stationary combustions, v 4.0
Voyages d'affaires (avion)	Niveau 3	Total des émissions de CO2 provenant des vols courts et longs courriers	Greenhouse Gas Protocol
Voyages d'affaires (train)	Niveau 3	Train (trajets nationaux)	World Resources Institute (2008) : outil de calcul des émissions de GES provenant de sources mobiles, v. 2.0 (version révisée de mai 2009)
Voyages d'affaires (véhicule)	Niveau 3	Total des émissions de CO2 provenant des véhicules personnels ou de fonction	Greenhouse Gas Protocol

World Resources Institute – publication The Greenhouse Gas Protocol: A Corporate Accounting and Reporting Standard (édition revue);

Déclaration de niveau 1 : déclaration des émissions directes de GES d'une organisation

Déclaration de niveau 2 : déclaration d'une organisation relativement aux émissions associées à l'achat de sources d'électricité, de chauffage, de refroidissement ou de vapeur aux fins de sa propre consommation d'énergie

Déclaration de niveau 3 : déclaration d'une organisation relativement aux émissions indirectes de GES qui ne sont pas du niveau 2

Crédits carbones pour voyages d'affaires

En 2010, EDC a acheté des crédits carbones auprès d'Offsetters, une entreprise de Vancouver spécialisée dans la vente de crédits compensatoires pour les émissions de carbone. Ce faisant, EDC entend remédier aux incidences de ces voyages d'affaires effectués en 2008 et 2009, et compte faire de même pour ses voyages de 2010. À titre de premier et de principal fournisseur de crédits compensatoires de CO2 au Canada, la société Offsetters œuvre auprès des particuliers et des entreprises afin de favoriser la compréhension, la réduction et l'annulation des incidences environnementales de leurs activités.

- Offsetters : Sunselect Produce Limited (Aldergrove)[2]
- Offsetters : Delta View Habilitation Centre[3]
- Offsetters : Fredericton Landfill Gas Capture and Flare[4]

Siège social certifié LEED or

En 2011, EDC réduira ses frais d'exploitation en regroupant ses employés d'Ottawa dans un même immeuble qui sera conforme aux critères de certification or LEED (Leadership in Energy and Environmental Design). Le nouveau siège social se caractérise par une conception novatrice et des technologies écologiques. Les salles de vidéoconférence, les outils sans fil qui soutiennent le télétravail et les conditions de travail souples visent à améliorer la productivité et l'efficacité du personnel. Grâce à ses nouvelles installations, EDC sera en mesure d'optimiser sa stratégie de réduction de son empreinte opérationnelle, d'établir de nouvelles assises pour son fonctionnement et de favoriser l'adoption de nouveaux comportements par ses employés.

L'Équipe verte d'EDC, composée de volontaires provenant de divers secteurs de la Société, soutient et rehausse les efforts de réduction de l'empreinte opérationnelle de la Société, en particulier sa consommation de papier, d'énergie et d'eau, de même que le kilométrage parcouru dans le cadre de ses voyages d'affaires. L'Équipe verte fait également office de catalyseur en épaulant les efforts de promotion des initiatives vertes et en veillant à les intégrer aux pratiques de la Société.

1 *http://www.papercalculator.org/*
2 *http://www.offsetters.ca/offset-projects/by-country/sunselect-produce-limited-aldergrove*
3 *http://www.offsetters.ca/offset-projects/by-country/delta-view-habilitation-centre*
4 *http://www.offsetters.ca/offset-projects/by-country/landfill-gas-capture-and-flare*

PERFORMANCE
SOCIALE

Malgré la mise en place de son Cadre de gestion des risques environnementaux et sociaux lui permettant de saisir la portée des incidences sociales, EDC reconnaît que les transactions et les projets qu'elle appuie – notamment dans les secteurs minier, pétrolier et du gaz naturel – peuvent entraîner des incidences importantes sur les droits de la personne ou encore dans les régions et les pays dont les institutions gouvernementales et les institutions judiciaires sont mal établies. Nous tenons compte de ces incidences potentielles au moment de déterminer si nous accorderons ou non notre soutien.

ÉVALUATION DES DROITS DE LA PERSONNE

EDC a publié sa *Déclaration sur les droits de la personne*[1] en 2008 et, depuis, elle travaille à la conception d'une approche de plus en plus structurée d'évaluation des incidences potentielles des projets sur les droits de la personne. Ses efforts ont mené à la création d'un outil d'évaluation des droits de la personne à l'intention du personnel d'EDC œuvrant dans les domaines du développement des affaires et de la souscription. Cet outil repose sur l'emploi de bon nombre d'indicateurs reconnus et faisant autorité à l'échelle internationale, dont les indicateurs de la gouvernance étatique de la Banque mondiale, les notations de l'enquête sur la liberté de presse et les droits civils de Freedom House ainsi que les données sur les violations des droits de la personne du Political Terror Scale de Gibney, Cornett et Wood. Le diagramme ci-après indique comment l'application de la méthode facilite le classement des pays en fonction du risque lié aux droits de la personne.

Conçu dans un souci d'objectivité et de clarté, il aide à préciser au début du processus la portée de l'évaluation des droits de la personne exigée dans le cadre de projets et de transactions en fonction de la nature des activités et du pays où ils se dérouleront.

CATÉGORIES – EXEMPLES DE PAYS

3	2	1	0
› Afghanistan › Iraq › Tchad › Guinée équatoriale	› Bangladesh › Chine › Pakistan › Sri Lanka › Cuba › Cameroun › Arabie saoudite	› Timor oriental › Indonésie › Jamaïque › Kenya › Zambie	› Hong Kong › Corée du Sud › Estonie › Chili › Botswana › Malawi
Indicateurs reconnus à l'échelle internationale – Quel est le nombre d'indicateurs respectés par chacun des pays? › *Liberté de la presse* de Freedom House[2] : notation entre 60 et 100 › *Political Terror Scale*[3] : notation de 3, 4 ou 5 pour les deux volets › *Primauté du droit* de la Banque mondiale[4] : notation inférieure à 1,0			

EDC admet d'emblée que les normes internationales s'appliquant aux évaluations des droits de la personne sont appelées à évoluer et constate, à ce jour, l'absence d'une méthode unique et reconnue pour évaluer les risques que présentent les activités internationales des entreprises au chapitre des droits de la personne. Souhaitant contribuer à la formulation d'une approche généralement établie dans ce domaine, EDC appuie les travaux de John Ruggie, Ph. D., professeur à l'Université Harvard et représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies chargé de la question des droits de l'homme, des sociétés transnationales et autres entreprises.

Pour la période en revue, EDC a effectué 39 évaluations des droits de la personne lors du processus d'examen des transactions, qu'il s'agisse de transactions de financement pour le compte de petits exportateurs ou de projets d'envergure. Des douze projets de catégories A et B examinés, la Société a réalisé des évaluations des droits de la personne dans le cadre de cinq projets de catégorie A et d'un projet de catégorie B.

1 *http://www.edc.ca/FR/About-Us/Corporate-Social-Responsibility/Pages/business-ethics.aspx*
2 *http://www.freedomhouse.org/template.cfm?page=1*
3 *http://www.politicalterrorscale.org/*
4 *http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTLAWJUSTINST/0,,contentMDK:20934363~menuPK:1989584~pagePK:210058~piPK:210062~theSitePK:1974062,00.html*

ENGAGEMENT DU PERSONNEL

Les connaissances et les compétences du personnel d'EDC sont au cœur de tout ce qu'elle entreprend, au Canada et partout au monde. À ce titre, sa stratégie en matière de ressources humaines témoigne de son engagement à s'assurer que ses clients sont servis par des employés dévoués et motivés. En 2009, EDC a formulé une Proposition de valeur de l'emploi qui l'a amenée à déterminer que les valeurs les plus précieuses, aux yeux de ses employés, sont la contribution, les possibilités de perfectionnement, le respect, la responsabilité sociale des entreprises et un effectif de qualité. EDC a continué, en 2010, de promouvoir ces valeurs en tant qu'éléments essentiels d'une stratégie visant à attirer et à conserver un personnel talentueux et motivé tout en s'affirmant comme un partenaire de confiance auprès de sa clientèle.

Dans cette optique, EDC a aménagé dans ses équipes et ses divers services organisationnels une culture d'excellence où le client est au cœur de tout ce qu'elle fait et où ses employés aspirent à des normes supérieures en matière de rendement et de responsabilisation. Cette nouvelle culture – qui favorise une confiance et une collaboration accrues et mise sur la formation continue et le perfectionnement – a présidé à l'offre de conditions de travail souples auprès des employés. L'ensemble de ces mesures a permis de rehausser l'engagement du personnel. Ainsi, le taux de maintien de l'effectif d'EDC a atteint 92,6 % en 2010.

DIVERSITÉ

La multitude d'expériences et de cultures qu'apportent les employés d'EDC contribue à l'avancement de ses efforts à l'échelle internationale et procure une plus grande valeur à ses clients en resserrant les rapports qu'elle entretient sur les marchés d'intérêt pour les entreprises canadiennes. La composition des groupes désignés en matière de diversité pour 2010 se décline comme suit.

- Femmes : 50,32%
- Minorités visibles : 11,24%
- Personnes handicapées : 3,17%
- Autochtones : 0,73%

PROGRAMME D'EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE POUR LES NOUVEAUX ARRIVANTS

Jeffrey Burrell, Thuy Le, Shahin Khondaker et Ha Nguyen, quatre immigrants canadiens récents, ont été recrutés et se sont vus offerts des stages de huit mois à EDC dans le cadre du Programme d'expérience professionnelle pour les nouveaux arrivants. Par cette initiative, la Société illustre son engagement à célébrer la diversité culturelle et professionnelle en aidant les nouveaux Canadiens à acquérir une expérience pertinente dans leur domaine de travail.

« Ce programme à l'intention des immigrants récents me donne la chance de vivre une expérience concrète dans un environnement de travail au Canada. EDC m'offre un milieu de travail et d'apprentissage ouvert et accueillant. Ici, mon chef d'équipe, mon mentor et mes collègues sont tous très accessibles, attentionnés et avenants », souligne M. Nguyen, immigrant d'origine vietnamienne établi depuis cinq ans au Canada qui effectue un stage au Groupe du développement des affaires – Marchés internationaux. « Le défi, c'est de transposer notre formation et notre expérience outre-mer au milieu de travail canadien. »

M. Burrell, émigré de la Jamaïque il a y a deux ans et effectuant un stage au Centre de services RH d'EDC, abonde dans le même sens : « Je profite d'une occasion privilégiée d'acquérir une expérience inestimable dans un milieu de travail exceptionnel, car EDC a vraiment à cœur l'épanouissement et le perfectionnement de ses employés. »

Dans le but de faciliter leur adaptation et de les aider à composer avec les défis à relever en cours de route, les quatre stagiaires du programme bénéficient de l'appui d'un mentor et d'un accompagnateur, soit un membre de leur équipe ou un employé bénévole de la Société.

« Le système d'attribution d'un mentor et d'un accompagnateur est formidable. Il nous procure le soutien nécessaire tout en nous donnant la possibilité de nouer des amitiés et de découvrir la culture canadienne », confie Mme Le, arrivée du Vietnam il y a quatre ans et affectée à l'Équipe du canal Web d'EDC. Darcie Birdsell, son mentor au cours du stage, déclare pour sa part que le fait de côtoyer Mme Le a dévoilé aux membres de son équipe un visage méconnu de l'expérience des arrivants récents au Canada.

« Ses compétences à titre de spécialiste du développement technique ont sans contredit rehaussé la qualité du projet, et son engagement a permis de resserrer les liens entre tous les membres de l'équipe », explique Mme Birdsell, analyste principale des systèmes de gestion d'EDC. « Au début, nous pensions que nous étions les grands acteurs de la réussite du programme des nouveaux arrivants. Pourtant, nous nous sommes rapidement rendu compte que les stagiaires y contribuaient tout autant par leurs capacités, leur enthousiasme, la diversité de leurs points de vue et leur expérience unique. »

EDC RECONNUE PARMI LES MEILLEURS EMPLOYEURS POUR LES NOUVEAUX ARRIVANTS

Les meilleurs employeurs pour les nouveaux arrivants
2010
AVEC LE SOUTIEN DE: ALLIES

En 2010, EDC a été reconnue par Mediacorp Canada comme l'un des meilleurs employeurs pour les nouveaux arrivants. Ce prix, qui en est à sa quatrième édition, honore les employeurs du pays entier qui déploient les plus grands efforts pour aider les nouveaux arrivants à faire la transition vers un milieu de travail et une nouvelle vie au Canada. www.canadastop100.com/immigrants/

NATIONAL CAPITAL REGION'S TOP EMPLOYERS
LES MEILLEURS EMPLOYEURS DE LA RÉGION DE LA CAPITALE
2011

De plus, la Société a été désignée parmi les 25 meilleurs employeurs de la région de la capitale nationale pour 2011 grâce aux efforts qu'elle a investis dans le perfectionnement et la formation de ses employés. Le prix, organisé par les éditeurs du concours Les 100 meilleurs employeurs au Canada, salue les employeurs de la région d'Ottawa faisant figure de chefs de file dans leur secteur d'activités en offrant un milieu de travail exceptionnel. www.canadastop100.com/ottawa/

FORMATION

Stimuler le perfectionnement et le maintien des compétences et des connaissances contribue à renforcer l'engagement des employés. C'est pourquoi, en 2010, EDC n'a pas seulement instauré un solide programme d'apprentissage et de perfectionnement à l'intention de ses employés, mais elle s'est également efforcée tout au long de l'année de relever le niveau de bilinguisme de son effectif en lui offrant une formation linguistique afin qu'il puisse répondre aux besoins des entreprises et de sa clientèle. EDC a en outre animé des séances de sensibilisation à la diversité, soulignant ainsi la nécessité de mieux comprendre les différences entre les cultures. Dans cet esprit, la Société travaille à la conception d'autres séances dans ce domaine destinées à ses leaders dans le but de les aider à cerner les obstacles à la diversité comme à l'inclusion et à définir des mesures pour les surmonter.

INVESTISSEMENT DANS LA COLLECTIVITÉ

EDC est résolue à investir dans les collectivités où elle est présente, et elle concrétise cet engagement grâce à l'établissement de partenariats dynamiques. En 2010, la Société a donc passé en revue la stratégie adoptée dans le cadre de son programme d'investissement dans la collectivité pour mieux la consolider et l'harmoniser avec ses grandes priorités stratégiques.

Le tableau ci-après présente un résumé des initiatives d'investissement dans la collectivité lancées en 2010.

Initiative	**Description**
Politique sur les dons de bienfaisance liés au bénévolat des employés	EDC attribue une aide financière – atteignant en moyenne 1 000 dollars – à des organismes de bienfaisance où les employés d'EDC s'impliquent de façon soutenue à titre de bénévole. En 2010, EDC a consenti un soutien financier à 26 organismes caritatifs.
Partenariat mondial EDC-CARE : *Au-delà des exportations*	Chaque année de ce programme de partenariat d'une durée de quatre ans, EDC affecte jusqu'à quatre volontaires à divers projets d'entreprise de CARE à Ottawa ou ailleurs et y investit 170 000 $ pour des projets de microfinancement sur les marchés en développement.
Programme de congé pour service communautaire	Les employés permanents peuvent recevoir jusqu'à deux jours de congé payés qu'ils peuvent consacrer à un organisme de bienfaisance de leur choix. En 2010, pas moins de 28 employés se sont prévalus du programme.
Soutien aux victimes de désastres de portée internationale	Advenant un désastre de portée internationale, EDC peut décider de jumeler la contribution des employés à des organismes de bienfaisance désignés. Ainsi, en 2010, EDC et le gouvernement du Canada ont égalé la somme de 46 882 $, soit les dons des employés de la Société pour venir en aide aux victimes du tremblement de terre en Haïti.
Centraide	Chaque année, EDC appuie l'investissement de ses employés dans le cadre de la Campagne de charité en milieu de travail Centraide. En 2010, les dons amassés par les employés du siège social se sont élevés à 294 000 $, près 70 % de l'effectif ayant participé à la campagne. EDC a également bonifié sa contribution à la campagne de Centraide en y affectant pendant quatre mois une représentante déléguée et en soutenant la participation de jusqu'à 60 employés bénévoles à la Journée d'action communautaire.
Programme Éducation jeunesse	Le Programme Éducation jeunesse comporte de nombreux volets, dont des partenariats avec des écoles de commerce désignées, l'attribution de 30 bourses d'études en commerce international, la création d'études de cas et de partenariats pour la prestation de programmes jeunesse.
Chaire EDC en finance environnementale	EDC soutient l'établissement, pour une durée de quatre ans, d'une chaire en finance environnementale à l'Université de Waterloo.

FAITS SAILLANTS DE 2010

Éducation jeunesse : programme de bourses d'études

Le Programme de bourses d'études en commerce international d'EDC est une composante dominante de la stratégie d'investissement dans la collectivité. En effet, la Société estime qu'il est primordial de sensibiliser les futurs dirigeants d'entreprise du Canada à l'apport vital du commerce international à l'économie et à la prospérité de notre pays. Chaque année, EDC accorde 25 bourses à des étudiants inscrits à un programme en commerce international, en finance ou en économie dans une université canadienne. Cinq autres bourses sont octroyées à des étudiants exceptionnels inscrits à un programme en commerce combinant des études en gestion durable ou en sciences environnementales. En 2010, pas moins de 328 étudiants admissibles de 56 universitaires ont présenté une demande dans le cadre du programme.

Chaire de recherche de l'Université de Waterloo

En février 2010, EDC et l'Université de Waterloo ont nommé Olaf Weber, Ph. D., premier titulaire de la Chaire EDC en finance environnementale de la School of Environment, Enterprise and Development (SEED). M. Weber se consacre à la recherche et à l'enseignement dans le domaine de la finance environnementale et durable en accordant une place privilégiée à l'interaction entre les activités commerciales et le développement durable.

La Chaire est la première du genre en Amérique du Nord. Son titulaire se voit confier le mandat de trouver des produits financiers et des procédés qui aideront les entreprises à investir de façon socialement responsable et à intégrer des indicateurs de performance sociale et environnementale dans leurs activités commerciales. Le financement annuel de 150 000 $ dont bénéficiera cette chaire pendant quatre ans s'inscrit dans l'engagement de longue date d'EDC visant à promouvoir une culture du commerce au Canada en partenariat avec les universités canadiennes.

Soutien à la collectivité locale

En 2010, EDC a remporté la Coupe du président de la Campagne de charité en milieu de travail du gouvernement du Canada pour l'excellence de sa campagne dans la région de la capitale nationale, devançant 107 ministères et organismes gouvernementaux. La Société a amassé environ 294 000 $ au terme de sa campagne.

Partenariat mondial EDC-CARE

LA ZAMBIE, BÉNÉFICIAIRE DU PARTENARIAT *AU-DELÀ DES EXPORTATIONS* ENTRE EDC ET CARE CANADA

Dans le souci d'accroître leurs efforts auprès des collectivités locales sur les marchés émergents où les entreprises canadiennes ont une forte présence, EDC et CARE Canada ont mis en place en 2009 un partenariat mondial d'investissement dans la collectivité, Au-delà des exportations. Chaque année de ce programme d'une durée de quatre ans, EDC investit 170 000 $ et affecte des employés volontaires à divers projets de développement des entreprises de CARE partout sur la planète. Une nouvelle région a bénéficié de ce programme en 2010. En effet, TS Buchanan et Kate Parker d'EDC ont travaillé quatre mois au bureau de pays de CARE en Zambie.

Sur le plan politique, ce pays est l'un des plus stables de l'Afrique australe, mais une pauvreté chronique touche 60 % de sa population, ce qui entrave beaucoup son développement. Bien que l'économie rurale repose en grande partie sur l'agriculture de subsistance, la sécheresse, les maladies et l'isolement posent d'importants problèmes aux habitants des communautés éloignées, qui méconnaissent par ailleurs les nouveaux produits et les nouvelles technologies. La commercialisation de cette agriculture s'avère un élément important de la stratégie de croissance économique et de réduction de la pauvreté du pays. En savoir plus[1].

En mars 2011, EDC a affecté deux autres volontaires en Zambie afin de poursuivre ses efforts de développement des petites entreprises. De plus, à la fin de 2010, Abbey Sturrock, souscriptrice associée de l'Équipe de l'assurance risques politiques d'EDC, a agi à titre de conseillère en développement des petites entreprises dans la région d'Ancash au Pérou pendant quatre mois, alors que Derek Baas et Alyssa Beltempo ont contribué aux activités de recherche et d'analyse du siège social de CARE au Canada.

1 *http://www.exportwise.ca*

ANNEXES

PRINCIPAUX INDICATEURS DE PERFORMANCE POUR 2010

La présentation des indicateurs vise à illustrer le niveau d'actualisation des grandes priorités stratégiques d'EDC en 2010 dans le domaine de la RSE : les changements climatiques, les droits de la personne et la transparence.

GESTION DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Objectif	Indicateur	Cible	Résultats
Faire preuve de davantage de transparence dans la divulgation de données liées aux changements climatiques dans le cadre des projets du portefeuille d'EDC	Rendre publiques les données des évaluations des incidences environnementales (EIE) visant les projets de catégorie A dont les estimations d'émissions de gaz à effet de serre (GES) pour la première année d'activités dépassent les 100 000 MT	Communication de données des EIE pour tous les projets de catégorie A dont les estimations de GES dépassent les 100 000 MT	Mise en œuvre prévue en 2011.
Appuyer les technologies environnementales	Assurer un suivi de l'appui aux entreprises désignées (dans les domaines des carburants de replacement, des énergies renouvelables et des chaînes d'approvisionnement) ainsi qu'aux transactions liées aux exportations environnementales	Nombre d'exportateurs canadiens bénéficiant d'un soutien : indicateur servant à des fins de déclaration	Indicateur servant à des fins de déclaration : appui accordé à 223 exportateurs de produits et de services du secteur environnemental en 2010, soit une hausse de plus 10 % par rapport à 2009

GESTION ENVIRONNEMENTALE DE LA SOCIÉTÉ

Objectif	Indicateur	Cible	Résultats
Améliorer en permanence les pratiques d'examen environnemental	Examiner et réviser la Politique environnementale et actualiser la Directive en matière d'évaluation environnementale (ERD)	Présentation de l'ébauche définitive des documents au Conseil d'administration à des fins d'approbation	Le Conseil d'administration approuve en septembre 2010 les modifications à ces politiques phares, en vigueur depuis le 1er novembre 2010. Ces politiques et la Politique de divulgation forment le nouveau Cadre de gestion des risques environnementaux et sociaux d'EDC.
Sensibiliser davantage les employés aux engagements d'EDC dans le domaine environnemental	Participer à une formation facultative destinée à mieux faire connaître les principes régissant les engagements et les processus de la Société en matière d'environnement	75 % - tous les employés 90 % - groupes d'employés ciblés ayant une responsabilité directe à l'égard des transactions soumises à un examen environnemental	Mise en œuvre prévue en 2011.
Mesurer et gérer l'empreinte opérationnelle d'EDC	Élaboration d'une stratégie de réduction du papier utilisé	Établissement de cibles pour réduire la consommation de papier	Réduction de la consommation de papier, qui est passée de 35 kg/ETP (en 2009) à 17,7 kg/ETP (en 2010).
	Les employés connaissent mieux les initiatives environnementales et y participent plus activement	Hausse du taux de participation aux initiatives environnementales	Utilisation accrue, par rapport à 2009, du site intranet d'EDC par l'Équipe verte pour la promotion des initiatives. D'après le nombre de pages de matériel promotionnel consultées par les employés à l'égard de 16 initiatives, la documentation de chaque initiative a fait l'objet d'au moins 350 visites.

DROITS DE LA PERSONNE

Objectif	Indicateur et activités	Cible	Résultats
Renforcer le processus d'évaluation des droits de la personne	Formation à l'intention d'employés ciblés portant sur le processus d'évaluation des droits de la personne	Taux de participation de 75 % auprès des groupes ciblés	Report de la formation afin de l'intégrer au plan général de formation en matière de RSE

TRANSPARENCE

Objectif	Indicateur et activités	Cible	Résultats
Informer le public du soutien aux projets ayant des incidences environnementales	Amélioration des processus internes régissant la divulgation des périodes de préavis pour les transactions dans le cadre de projets de catégorie A	Exigences minimales pour la correction des données faisant l'objet d'une divulgation	Amélioration marquée des processus de gestion de la divulgation des périodes de préavis pour les transactions liés aux projets de catégorie A. Cette amélioration est confirmée par le nombre réduit de demandes de modifications reçues durant l'année.

Autres indicateurs

D'autres volets des activités d'EDC ne relèvent pas de ses priorités stratégiques. Ils représentent cependant des éléments essentiels du cadre de référence de la RSE. Les activités ayant trait à ces indicateurs ainsi que les résultats en découlant peuvent être mesurés.

ÉTHIQUE COMMERCIALE

Objectif	Indicateur et activités	Cible	Résultats
Accroître la sensibilisation au Code de conduite	Séances d'information à l'intention des membres de la haute direction et du Conseil d'administration portant sur les normes énoncées dans le Code et le respect du Code	Taux de participation de 100 %	Participation de tous les membres du Conseil d'administration et de l'Équipe de la haute direction d'EDC aux séances d'information portant sur les normes du Code et les attentes relatives à la conformité
	Exposé à l'intention d'équipes choisies sur les normes énoncées dans le Code et le respect du Code	Indicateur servant uniquement à des fins de déclaration	Cette activité n'a pas eu lieu en raison de ressources limitées.
	Signature annuelle de la déclaration d'engagement à respecter le Code de conduite et la Politique sur l'utilisation d'Internet et du courriel d'EDC	Taux de participation de 100 %	Tous les employés et les membres du Conseil d'administration d'EDC signent la déclaration d'engagement à respecter le Code de conduite et la Politique sur l'utilisation d'Internet et du courriel d'EDC

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Objectif	Indicateur et activités	Cible	Résultats
Sensibiliser davantage les clients aux risques de corruption dans les transactions commerciales à l'échelle internationale	Diffusion plus vaste de l'outil en ligne de lutte contre la corruption auprès des clients d'EDC par l'entremise des associations industrielles	Publication d'articles dans le bulletin en ligne d'au moins 8 grandes associations	L'activité a été amorcée en 2010, mais elle sera achevée en 2011 en raison de ressources limitées

INVESTISSEMENT DANS LA COLLECTIVITÉ – FORMATION EN COMMERCE INTERNATIONAL

Objectif	Indicateur et activités	Cible	Résultats
Élargir l'accès des étudiants canadiens de premier cycle au programme de bourses d'études d'EDC	Hausse annuelle du nombre de demandes présentées par les étudiants	350 demandes de bourses	Réception de 328 demandes admissibles relatives aux bourses d'études en commerce international d'EDC. La cible n'est pas atteinte (6 %), mais on note une hausse de 48 % du nombre de demandes par rapport à 2009.
	Hausse annuelle du nombre et de l'étendue des universités canadiennes représentées	59 universités	Représentation de 56 universités aux activités liées au programme de bourses de premier cycle. La cible n'est pas atteinte, mais on note une augmentation de 9,8 % par rapport à 2009.
Réduire le nombre des domaines et activités prioritaires du programme EYE tout en intensifiant les efforts investis à cet égard, et modifier le programme afin qu'il s'inscrive davantage dans le mandat stratégique	Nombre d'études de cas réalisées dans le domaine du commerce international	3 études de cas	Réalisation de trois études de cas à l'Université de Victoria (1) et l'Université Acadia (2)
	Optimisation des travaux de la chaire en finance environnementale à l'Université de Waterloo	Conception et présentation d'un atelier dans le domaine financier à l'intention des partenaires d'EDC	Atelier reporté en 2012

INVESTISSEMENT DANS LA COLLECTIVITÉ – BÉNÉVOLAT ET VOLONTARIAT DES EMPLOYÉS

Objectif	Indicateur et activités	Cible	Résultats
Soutenir l'investissement dans la collectivité, à l'échelle locale et internationale, par le bénévolat et le volontariat des employés	Pourcentage d'employés demandant un soutien en vertu du programme de bénévolat issu de la Politique sur les dons de bienfaisance des employés	2 % des employés se prévalent de la Politique	Dépassement de la cible de 2,8 % des employés bénéficiant du soutien financier d'EDC pour l'organisme où ils font du bénévolat
	Taux de participation au programme de bénévolat des employés	Connaissance accrue des dispositions liées au congé pour service communautaire et vérification de l'inscription appropriée des données	Augmentation du nombre d'employés demandant un congé pour service communautaire, qui est passé de 4 employés en 2009 à 28 employés en 2010
	Affectation d'employés volontaires à des projets de développement d'entreprises sur les marchés émergents dans le cadre du partenariat mondial avec CARE Canada	Affectation d'au moins 3 employés volontaires, dont un employé au centre administratif de CARE Canada à Ottawa	Affection de 4 employés volontaires d'EDC auprès de CARE Canada. Se reporter à la section « La Zambie, bénéficiaire du partenariat entre EDC et CARE Canada »
	Collecte de fonds des employés dans le cadre de la campagne annuelle de Centraide	Atteinte de la cible annuelle	Total des fonds amassés : 294 000 $; dépassement de la cible de 250 000 $; hausse de 25 % par rapport aux fonds recueillis en 2009

ENGAGEMENT DU PERSONNEL

Objectif	Indicateur et activités	Cible	Résultats
Conserver les employés compétents et talentueux	Taux de maintien du personnel	Niveau supérieur au taux de référence pour le maintien du personnel (norme établie par le Conference Board) pour les institutions financières	Taux de maintien de 92,6 %. Les données du Conference Board relatives aux institutions financières proposent un taux de maintien de 91,8 %.
Stimuler le rendement par l'apprentissage	Mise en œuvre d'une nouvelle stratégie de formation et de perfectionnement ciblant les composantes d'efficacité, d'efficience et d'harmonisation aux activités	Achèvement ou lancement d'initiatives issues de la stratégie formulée (Système de gestion de l'apprentissage)	Définition et création (en cours) de cinq grands volets d'apprentissage Poursuite de l'intégration du Système de gestion de l'apprentissage Formulation de méthodes nouvelles de prestation des séances d'apprentissage

PRINCIPAUX INDICATEURS DE PERFORMANCE POUR 2011 (OBJECTIFS)

La présentation des indicateurs vise à illustrer le niveau d'actualisation des grandes priorités stratégiques d'EDC dans le domaine de la RSE, soit les changements climatiques, les droits de la personne et la transparence. Nous avons réduit le nombre total d'indicateurs de performance afin de nous consacrer aux indicateurs les plus pertinents et les plus ambitieux.

GESTION DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Objectif (engagements)	Activité	Indicateur et cible
Faire preuve davantage de transparence dans la divulgation de données liées aux changements climatiques dans le cadre des projets du portefeuille d'EDC	Rendre publiques les données des évaluations des incidences environnementales et sociales (EIES) visant les projets de catégorie A dans des pays non membres du G7 et dont les estimations d'émissions de gaz à effet de serre (GES) pour la première année d'activités dépassent les 100 000 MT, conformément aux Critères de performance de l'IFC	Communication de données provenant des EIES pour tous les projets de catégorie A conclus en 2011 dont les estimations de GES dépassent les 100 000 MT, conformément aux Critères de performance de l'IFC
Fournir un appui ciblé aux technologies environnementales	Assurer un suivi de l'appui aux entreprises désignées (dans les domaines des carburants de replacement, des énergies renouvelables et des chaînes d'approvisionnement) ainsi qu'aux transactions liées aux exportations environnementales	Aucune cible fixée : engagement à communiquer le nombre d'exportateurs canadiens bénéficiant d'un soutien

GESTION DES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX

Objectif (engagements)	Activité	Indicateur et cible
Opérationnaliser le Cadre de gestion des risques environnementaux et sociaux d'EDC	Achèvement des Sommaires de l'examen de projet pour tous les projets de catégorie A admissibles	Achèvement des Sommaires de l'examen de projet pour tous les projets de catégorie A admissibles
Sensibiliser davantage les employés aux engagements d'EDC dans le domaine environnemental	Participer à une formation facultative destinée à mieux faire connaître les principes régissant les engagements et les processus de la Société en matière d'environnement	75 % – tous les employés 90 % – groupes d'employés ciblés ayant une responsabilité directe à l'égard des transactions soumises à un examen environnemental

EMPREINTE OPÉRATIONNELLE

Objectif (engagements)	Activité	Indicateur et cible
Mesurer et gérer l'empreinte opérationnelle d'EDC	2011 et 2012 – Concevoir une méthode de mesure de l'empreinte d'EDC dans le nouvel immeuble et communiquer les données s'y rapportant 2013 – Instaurer une nouvelle année de référence dans le nouvel immeuble en se fondant sur une année complète d'activités; définir et adopter des objectifs de réduction 2014 – Mettre en place des objectifs de réduction pertinents	L'atteinte de l'objectif repose sur une approche pluriannuelle; les indicateurs et les cibles indiqueront la réalisation des activités définies

DROITS DE LA PERSONNE

Objectif (engagements)	Activité	Indicateur et cible
Renforcer le processus d'évaluation des droits de la personne	Formation à l'intention d'employés ciblés portant sur le processus d'évaluation des droits de la personne	Taux de participation de 75 % auprès des groupes ciblés

TRANSPARENCE

Objectif (engagements)	Activité	Indicateur et cible
Informer le public du soutien aux projets ayant des incidences environnementales	Divulgation pour les projets de catégorie A d'une période de préavis minimale de 30 jours par le truchement du site edc.ca	Divulgation du nombre de jours de la période de préavis pour chaque projet de catégorie A – période de préavis minimale de 30 jours pour tous les projets de catégorie A admissibles

Autres indicateurs

D'autres volets des activités d'EDC ne relèvent pas de ses priorités stratégiques. Ils représentent cependant des éléments essentiels du cadre de référence de la RSE. Nous mesurons la performance de la Société au regard de ces indicateurs et des résultats qui en découlent.

ÉTHIQUE COMMERCIALE

Objectif (engagements)	Activité	Indicateur et cible
Accroître la sensibilisation au *Code de conduite*	Participation de tous les employés à la séance d'appoint en ligne sur le *Code de conduite*	Taux de participation de 100 %

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Objectif (engagements)	Activité	Indicateur et cible
Sensibiliser davantage les clients aux risques de corruption dans les transactions commerciales à l'échelle internationale	Diffusion plus vaste de l'outil en ligne de lutte contre la corruption auprès des clients d'EDC par l'entremise des associations industrielles	Publication d'articles dans le bulletin en ligne d'au moins huit grandes associations industrielles

INVESTISSEMENT DANS LA COLLECTIVITÉ – FORMATION EN COMMERCE INTERNATIONAL

Objectif (engagements)	Activité	Indicateur et cible
Élargir l'accès des étudiants canadiens de premier cycle au programme de bourses	Hausse annuelle du nombre de demandes de bourses présentées par les étudiants Hausse annuelle de la portée et de l'étendue des universités canadiennes représentées	Réception de 350 demandes admissibles relatives aux bourses d'études en commerce international 63 universités
Examiner les initiatives d'investissement dans la collectivité (IC) à EDC et, en fonction des résultats obtenus, formuler des propositions d'améliorations potentielles au programme d'IC de la Société	Actualisation des objectifs d'IC à EDC et détermination du fondement de cet investissement et de la stratégie adoptée dans ce domaine	Achèvement de la proposition soumise à l'examen de la haute direction et adoption d'une recommandation

INVESTISSEMENT DANS LA COLLECTIVITÉ – BÉNÉVOLAT ET VOLONTARIAT DES EMPLOYÉS

Objectif (engagements)	Activité	Indicateur et cible
Soutenir l'investissement dans la collectivité, à l'échelle locale et internationale, par le bénévolat et le volontariat des employés	Affectation d'employés volontaires d'EDC à des projets de développement d'entreprises sur les marchés émergents dans le cadre du partenariat mondial avec CARE Canada	Affection d'au moins trois employés volontaires, dont un employé au centre administratif de CARE Canada à Ottawa

ENGAGEMENT DU PERSONNEL

Objectif (engagements)	Activité	Indicateur et cible
Stimuler le rendement par l'apprentissage	Mise en œuvre d'une nouvelle stratégie de formation et de perfectionnement ciblant les volets d'efficacité, d'efficience et d'harmonisation aux activités	Achèvement ou évolution des initiatives issues de la stratégie formulée

INDICATEURS DE LA *GLOBAL REPORTING INITIATIVE* (GRI)

Sources citées dans l'index	
RSE	Rapport sur la RSE 2010 (mention de la section pertinente, le cas échéant)
RA	Rapport annuel 2010 (mention de la section pertinente, le cas échéant)
www	Site Web d'EDC au www.edc.ca (mention de la section pertinente du site Web, le cas échéant)
CAG	Communication de l'approche de gestion
PS	Résumé du Plan de la Société 2011-2015 d'EDC[1]
BASE	Indicateurs des lignes directrices de la GRI revêtant un intérêt pour la plupart des parties intéressées et considérés comme étant pertinents, à moins de toute indication contraire se fondant sur les principes d'établissement de rapport de la GRI.
SUP	Les indicateurs supplémentaires de la GRI visent des pratiques nouvelles ou des sujets pouvant être pertinents pour certaines organisations, mais non, de façon générale, pour la majorité d'entre elles.

DIVULGATIONS STANDARDS – PROFIL

Nº	INDICATEUR DE LA GRI	RÉFÉRENCE	NOTES
Stratégie et analyse			
1.1	Déclaration du chef de la direction	› RA – Message du président › RSE – Message du premier vice-président, Services juridiques, et secrétaire	Le premier vice-président, Services juridiques, et secrétaire est le membre de la haute direction assumant la responsabilité opérationnelle des initiatives de RSE à EDC.
1.2	Description des impacts, risques et occasions d'importance	› RA – Responsabilité sociale des entreprises	
Profil de l'organisation			
2.1	Nom de l'organisation	› RA › RSE – Profil de la Société › www	
2.2	Principaux produits ou services et marques correspondantes	› RA › RSE – Profil de la Société › www – Nos services	EDC offre des services de financement du commerce extérieur, d'assurances et de gestion des risques aux exportateurs et aux investisseurs canadiens sur quelque 200 marchés.
2.3	Structure opérationnelle	› RA › www – Gestion et gouvernance, Équipe de la haute direction	
2.4	Lieu où se trouve le siège social	› RA – EDC partout au monde › RSE – Profil de la Société › www – Fiche médias	
2.5	Nombre de pays où l'organisation exerce ses activités	› RA – Représentation d'EDC › RSE – Profil de la Société › www – Fiche médias	EDC compte 16 représentations à l'étranger où travaillent une quarantaine de personnes (EDC partout au monde).

1 *http://www.edc.ca/fr/about-us/corporate-reports/documents/corp-plan-summ-2011-2015.pdf*

Nº	INDICATEUR DE LA GRI	RÉFÉRENCE	NOTES
2.6	Nature du capital	› RA › RSE – Profil de la Société › www – À propos de la Société, Profil de la Société, La rubrique « Rayonnement à l'échelle internationale »	EDC est la propriété exclusive du gouvernement du Canada (Société d'État).
2.7	Marchés desservis	› RA › RSE – Profil de la Société › www – Profil de la Société › PS – encadré, p. 23	

2.8	Taille de l'organisation	› RA
		› RSE – Profil de la Société
		› www
			Société d'État qui appartient à part entière au gouvernement du Canada, EDC offre des services de financement du commerce extérieur, d'assurances et de gestion des risques aux exportateurs et aux investisseurs canadiens sur quelque 200 marchés. EDC compte 16 représentations à l'étranger où travaillent une quarantaine de personnes et exploite aussi 17 bureaux au Canada. Son siège est situé à Ottawa, Ontario, Canada.
			
			› Nombre d'employés : 1 375 (l'effectif moyen de 2010 était de 1 115)
			› Recettes nettes : 1,153 milliard de dollars
			› Capital investi total : 10,4 milliards de dollars
			› Volume des produits ou services offerts : EDC offre des services financiers à l'appui des exportations et des investissements à l'étranger du Canada. Les produits fournis relèvent de deux grandes catégories : assurances et financement. Volume des services fournis en 2010 :
			  › financement : 13,4 milliards de dollars
			  › assurances : 71,2 milliards de dollars

2.9	Changements importants durant la période en revue	› Aucun	
2.10	Récompenses reçues au cours de la période en revue	› RSE – Performance sociale, EDC reconnue parmi les meilleurs employeurs pour les nouveaux arrivants	
Paramètres du rapport			
3.1	Période considérée	› RSE – Dans ce rapport	
3.2	Date du dernier rapport publié	› www	Rapport annuel; le dernier rapport a été publié durant l'année civile 2009 et est accessible en ligne au www.edc.ca
3.3	Cycle considéré	› RA › RSE	› Base annuelle › Base annuelle

Nº	INDICATEUR DE LA GRI	RÉFÉRENCE	NOTES
3.4	Personne à joindre pour toute question sur le rapport	› RSE – Dans ce rapport; aussi Joindre l'Équipe de la RSE d'EDC › www – Section sur la RSE et Contactez-nous	Mention de la personne à joindre, du numéro de téléphone et de l'adresse de courriel
3.5	Processus de détermination du contenu	› RSE – Dans ce rapport; aussi Principaux enjeux des parties intéressées en 2010	
3.6	Périmètre du rapport	› RSE – Dans ce rapport	Le rapport couvre toutes les activités d'EDC à moins d'indication contraire.
3.7	Indications de limites du champ d'application	› Aucun	
3.8	Principes adoptés pour la communication d'information concernant la coentreprise, les filiales, etc.	› Aucun changement important	
3.9	Méthode d'évaluation des données	› RSE – Déclaration de validation; aussi empreinte opérationnelle	
3.10	Explication des conséquences de toute reformulation d'informations	› Aucun	Aucune reformulation d'information au cours de la période considérée
3.11	Changements importants liés à la période couverte par les rapports antérieurs	› Aucun	
3.12	Index du contenu lié à la GRI	› RSE – Index de la GRI	Cette section
3.13	Politique et pratique courante régissant la demande de validation du présent rapport par des personnes externes	› RSE – Dans ce rapport; aussi Déclaration relative à la validation externe	
Gouvernance, engagements et dialogue			
4.1	Structure de gouvernance de l'organisation	› RA – La gouvernance à EDC › www – Gestion et gouvernance	
4.2	Précision à l'égard du statut d'administrateur du chef de l'organe de gouvernance supérieure	› RA › www – Gestion et gouvernance	Le président du Conseil d'administration n'est pas un cadre supérieur.
4.3	Nombre d'administrateurs indépendants ou qui ne sont pas membres de la haute direction	› RA › www – Gestion et gouvernance	Tous les administrateurs sont indépendants et ne sont pas membres de la haute direction, à l'exception du président et le chef de la direction.
4.4	Mécanismes de communication de recommandations et de directives par les parties intéressées et les employés au chef du conseil d'administration	› RA – Communication avec les parties intéressées › RSE – Mobilisation des parties intéressées	
4.5	Lien entre la rémunération des administrateurs, des cadres supérieurs et des membres de la haute direction et la performance de l'organisation	› RA – La gouvernance à EDC, Évaluation et relève des cadres supérieurs; aussi La gouvernance à EDC, Rémunération des administrateurs	Aucun lien entre la rémunération des administrateurs et la performance de la Société
4.6	Processus mis en place par le conseil d'administration pour éviter les conflits d'intérêts	› RA – La gouvernance à EDC, Responsabilités et fonctionnement › RSE – Éthique › www – Code de conduite	

Nº	INDICATEUR DE LA GRI	RÉFÉRENCE	NOTES
4.7	Processus de détermination des qualifications et de l'expertise des membres du conseil d'administration pour encadrer la stratégie de la Société à l'égard des volets économique, environnemental et social	› RA – Formation et évaluation des membres du Conseil	
4.8	Vision, mission, valeur, code de bonne conduite et principes des domaines économiques, environnementaux et sociaux	› RA › RSE – Déclaration d'engagement à l'égard de la RSE; aussi Performance environnementale › www – À propos d'EDC, Profil de la Société; aussi Responsabilité sociale des entreprises, Éthique commerciale, Code d'éthique commerciale	
4.9	Procédures suivies par le conseil d'administration pour superviser les activités visant à établir et à gérer la performance économique, environnementale et sociale de l'organisation ainsi que le respect ou conformité aux normes, codes de conduite et principes internationaux	› RA – Gestion des risques; aussi La gouvernance à EDC : Responsabilité sociale des entreprises et culture de conduite éthique des affaires	
4.10	Processus d'évaluation de la performance du conseil d'administration, en particulier sur le plan économique, environnemental et social	› RA – La gouvernance à EDC, Formation et évaluation des membres du Conseil	
Engagements externes			
4.11	Explication sur la position de l'organisation quant à la démarche ou au principe de précaution et sur ses actions en la matière	› RA (Gestion des risques) › RSE – Performance environnementale	
4.12	Adhésion à des principes ou initiatives externes se fondant sur des chartes, des principes économiques, environnementaux et sociaux ou d'autres initiatives	› RSE – Renforcement des pratiques d'examen environnemental d'EDC	
4.13	Affiliation à des associations	› RSE – Principaux cadres de référence, Adhésions	
Dialogue avec les parties intéressées			
4.14	Liste des groupes de parties intéressées	› RSE – Principaux enjeux des parties intéressées en 2010	
4.15	Base d'identification et de sélection des parties intéressées	› RSE – Principaux enjeux des parties intéressées en 2010	
4.16	Démarches du dialogue avec les parties intéressées	› RSE – Principaux enjeux des parties intéressées en 2010 › www – Mobilisation des parties intéressées	
4.17	Questions et préoccupations des parties intéressées	› RSE – Principaux enjeux des parties intéressées en 2010	

DIVULGATIONS STANDARDS – INDICATEURS DE PERFORMANCE

	Nº	INDICATEUR DE LA GRI	RÉFÉRENCE	NOTES
Environnement				
	DMA	Communication de l'approche de gestion	› RA › RSE – Performance environnementale › www – Responsabilité sociale des entreprises, Pratiques en matière d'examen environnemental et social	En 2010, EDC a apporté d'importantes modifications à ses politiques et à son approche de gestion à l'égard des pratiques d'évaluation des questions environnementales et sociales ainsi que des pratiques de divulgation de l'information s'y rattachant.
BASE	EN1	Consommation de matières en poids et en volume	› RSE – Performance environnementale, Empreinte opérationnelle	
BASE	EN2	Pourcentage de matières consommées provenant de matières recyclées	› RSE – Performance environnementale, Empreinte opérationnelle	Le papier et les cartouches d'encre utilisés pour l'ensemble des services d'impression proviennent de matières recyclées.
BASE	EN3	Consommation d'énergie directe répartie par source d'énergie primaire	› RSE – Performance environnementale, Empreinte opérationnelle	
SUP	EN5	Énergie économisée grâce aux mesures de conservation et amélioration sur le plan de l'efficacité énergétique	› RSE – Performance environnementale, Empreinte opérationnelle	Malgré la prise de mesures de sensibilisation à l'efficacité énergétique, nous constatons une augmentation de la consommation d'énergie. Ce bilan est sans doute attribuable aux heures supplémentaires travaillées par les employés pour que la Société s'acquitte de son mandat élargi.
SUP	EN6	Initiatives pour fournir des produits ou des services reposant sur des sources d'énergie renouvelables ou à rendement amélioré, réductions des besoins énergétiques obtenues à la suite de ces initiatives	› CSR – Climate Change	
SUP	EN7	Initiatives pour réduire la consommation d'énergie indirecte et réductions obtenues	› RSE – Performance environnementale, Empreinte opérationnelle	
BASE	EN8	Volume d'eau total prélevé, par source	› RSE – Performance environnementale, Empreinte opérationnelle	L'approvisionnement en eau du siège social d'EDC est assuré par la Ville d'Ottawa.
BASE	EN22	Masse totale de déchets, par type et par mode de traitement	› RSE – Performance environnementale, Empreinte opérationnelle	

	Nº	INDICATEUR DE LA GRI	RÉFÉRENCE	NOTES
Droits de la personne				
	DMA	Communication de l'approche de gestion	› RSE – Performance sociale, Évaluation des droits de la personne › www – Éthique commerciale, Droits de la personne	
BASE	HR1	Pourcentage et nombre total d'accords d'investissement d'importance comportant des clauses relatives aux droits la personne ou ayant été soumis à un contrôle sur ce point	› RSE – Performance sociale, Évaluation des droits de la personne	EDC a effectué 39 évaluations des droits de la personne lors processus d'examen des transactions, qu'il s'agisse de transactions de financement pour le compte de petits exportateurs ou de projets d'envergure.
			› Performance environnementale (Projets examinés et conclus en vertu de la Directive en matière d'évaluation environnementale d'EDC et les Principes de l'Équateur en 2010)	L'investissement d'EDC porte surtout sur les projets de catégorie A (voir la liste : Examens environnementaux en 2010 : projets de catégories A, B et C). Les projets de catégorie A se déroulant sur marchés en développement font l'objet d'une évaluation au chapitre des droits de la personne et d'un contrôle préalable accru selon la méthode d'évaluation des droits de personne d'EDC.
Emploi, relations sociales et travail décent				
	DMA	Communication de l'approche de gestion	› RA – Livrer de la valeur grâce à un effectif engagé › RSE – Engagement du personnel	
BASE	LA2	Roulement en nombre de salariés en pourcentage par tranche d'âge, sexe et zone géographique	› RSE – Segmentation des employés, Indicateurs de performance de 2010 (Climat organisationnel – Engagement du personnel)	L'âge des employés est considéré comme une information confidentielle.
BASE	LA4	Pourcentage de salariés couverts par une convention collective	› Sans objet	Les employés d'EDC ne sont pas couverts par une convention collective.
SUP	LA11	Programmes de développement des compétences et de formation tout au long de la vie destinés à assurer l'employabilité des salariés et à les aider à gérer leur fin de carrière	› RSE – Formation	En 2010, EDC s'est résolument investie en offrant de la formation à tous ses employés afin qu'ils acquièrent des compétences comportementales et de collaboration et qu'ils appliquent la méthode allégée à la prestation de services dans le but d'améliorer l'utilisation des technologies et les processus. Ces efforts visaient à accroître la productivité et à réduire le gaspillage.
BASE	LA13	Composition des organes de gouvernance et répartition des employés	› RA – Conseil d'administration › RSE – Gouvernance en matière de RSE, Conseil consultatif › RSE – Diversité (voir les données liées à la segmentation des employés)	

	Nº	INDICATEUR DE LA GRI	RÉFÉRENCE	NOTES
Société				
	DMA	Communication de l'approche de gestion	› RA – Responsabilité sociale des entreprises › RSE – Éthique; aussi Performance sociale	
BASE	SO1	Programmes et pratiques d'évaluation et de gestion des répercussions des activités sur les collectivités	› RSE – Performance environnementale (Version révisée du Cadre de gestion des risques environnementaux et sociaux); aussi Droits de la personne › RSE – Renforcement des pratiques environnementales d'EDC; aussi L'impact de l'examen environnemental d'EDC	Le Cadre de gestion des risques environnementaux et sociaux d'EDC prévoit une évaluation des incidences sociales des projets.
BASE	SO4	Mesures prises en réponse à des incidents de corruption	› RSE – Éthique, Examen par l'OCDE des mesures d'EDC pour lutter contre la corruption › www – Éthique commerciale, Programme de lutte contre la corruption	
BASE	SO5	Affichage politique, participation à la formulation des politiques publiques et lobbying	› RSE – Éthique, Projet de loi C-300	
Responsabilité à l'égard des produits				
	DMA	Communication de l'approche de gestion	› www – Gestion et gouvernance	
SUP	PR5	Pratiques relatives à la satisfaction du client	› RA – Mesurer notre réussite	
SUP	PR8	Plaintes	› RSE – Conformité	
Économie				
	DMA	Communication de l'approche de gestion	› RA – Diverses sections › RSE – Profil de la Société; aussi Performance économique	Le mandat d'EDC est de promouvoir la croissance économique du Canada en appuyant les exportations canadiennes et l'investissement canadien à l'étranger.
BASE	EC1	Valeur économique directe créée et distribuée	› RA – Faits saillants de 2010 › RSE – Performance économique	EDC a aidé à générer 63,4 milliards de dollars en contribution au PIB canadien (soit environ 5 %), ce qui représente 627 000 emplois (environ 4 % des emplois au pays). EDC compte 16 représentations à l'étranger où travaillent une quarantaine de personnes (EDC partout au monde).
BASE	EC2	Implications financières et autres risques et occasions pour les activités de l'organisation liés aux changements climatiques	› RSE – Changements climatiques; aussi Bilan 2010 de la RSE	Le rapport se penche sur la détermination des risques et des occasions ainsi que la formulation d'une stratégie.

	Nº	INDICATEUR DE LA GRI	RÉFÉRENCE	NOTES
BASE	EC3	Étendue de la couverture des obligations afférentes aux régimes de retraite à prestations définies	› AR – Employee future benefits	
BASE	EC4	Important soutien financier reçu du gouvernement	› Sans objet	
SUP	EC9	Importantes répercussions économiques indirectes	› RA – Faits saillants de 2010 › RSE – Performance économique	

DIVULGATIONS – SUPPLÉMENT POUR LE SECTEUR DES SERVICES FINANCIERS

Nº	INDICATEUR DE LA GRI	RÉFÉRENCE	NOTES
FS1	Politiques comportant des éléments environnementaux et sociaux s'appliquant aux secteurs d'activité	› RSE – Version révisée du Cadre de gestion des risques environnementaux et sociaux; aussi Performance sociale, Droits de la personne › www – Pratiques d'examen environnemental	
FS2	Procédures d'évaluation et de contrôle préalable des risques environnementaux et sociaux dans le secteur s'activité	› RSE – Version révisée du Cadre de gestion des risques environnementaux et sociaux; aussi Performance sociale, Droits de la personne	
FS3	Processus de surveillance et de mise en œuvre du respect des exigences environnementales et sociales des clients intégrées dans les accords ou les transactions	› RSE – Version révisée du Cadre de gestion des risques environnementaux et sociaux; aussi « Que signifie devenir signataire des Principes de l'Équateur? »	
FS5	Interactions avec des clients concernant les risques environnementaux et sociaux et les occasions dans ce domaine	› RSE – Performance environnementale; aussi Mobilisation des parties intéressées (les clients)	Consulter l'étude de cas consacrée au projet de mine El Boleo au Mexique pour une illustration de la nature des interactions entre EDC et ses clients portant sur les questions environnementales.
FS6	Pourcentage des secteurs d'activité du portefeuille par région, taille d'entreprise (micro/PME/grande) et secteur	› RA – Information complémentaire, Tableau 5 : Concentration des expositions par marché géographique; aussi Tableau 6 : Concentration des expositions par secteur industriel; aussi Faits saillants de 2010 › RSE – Vue d'ensemble des transactions pour les transactions de financement	EDC a servi 8 236 clients, dont 6 628 PME.
FS8	Valeur monétaire des produits et des services fournis à l'égard de retombées environnementales particulières par secteur d'activités ventilées par objectifs	› RSE – Changements climatiques – Appui aux exportateurs du secteur environnemental	Consulter l'étude de cas consacrée à la société DIRTT (Doing it Right This Time) pour une illustration du soutien d'EDC aux exportateurs du secteur environnemental.
FS10	Pourcentage et nombre d'entreprises du portefeuille de l'institution avec lesquelles l'organisme a interagi au sujet de questions environnementales ou sociales	› RSE – Performance environnementale	Toutes les activités de la Société font l'objet d'un examen des incidences environnementales dont l'étendue varie en fonction du potentiel faible ou élevé d'incidences environnementales et sociales.

PRINCIPAUX CADRES DE RÉFÉRENCE DE LA RSE

Législation

- Loi sur le développement des exportations (L.R., 1985, ch. E-20, version modifiée)
  - ↳ http://laws.justice.gc.ca/fra/E-20/index.html
- Loi sur la corruption d'agents publics étrangers (1998, ch. 34, version modifiée)
  - ↳ http://www.justice.gc.ca/fra/min-dept/pub/lcape-cfpoa/index.html
- Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles (2005, ch. 46, version modifiée)
  - ↳ http://laws.justice.gc.ca/fra/showtdm/cs/P-31.9
- Loi fédérale sur la responsabilité (2006, ch. 9, version modifiée)
  - ↳ http://laws.justice.gc.ca/fr/showtdm/cs/F-5.5

Accords et conventions

- Convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions internationales (1997 – gouvernement du Canada)
  - ↳ http://www.oecd.org/document/21/0,3343,fr_2649_34859_2649236_1_1_1_1,00.html
- Recommandation de l'OCDE pour décourager la corruption en matière de crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public (adoption en 2001; dernière révision en 2006)
  - ↳ http://www.oecd.org/document/32/0,3343,fr_2649_34177_37865888_1_1_1_1,00.htm
- Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales (2000 – gouvernement du Canada)
  - ↳ http://www.oecd.org/document/18/0,3343,fr_2649_34889_4880402_1_1_1_1,00.html
- Déclaration des institutions financières sur l'environnement et le développement durable du Programme des Nations Unies pour l'environnement [PNUE] (1999)
  - ↳ http://www.unepfi.org/statements/fi/french/
- Accord de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur les subventions et les mesures compensatoires (1995 – gouvernement du Canada)
  - ↳ http://www.wto.org/French/docs_f/legal_f/legal_f.htm
- Recommandation révisée du Conseil de l'OCDE sur les Approches communes concernant l'environnement et les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public (adoption en 2001; dernière révision en 2007 – les « Approches communes »)
  - ↳ http://www.oecd.org/document/21/0,3343,fr_2649_34181_21690325_1_1_1_1,00.html
- Principes de l'Équateur (2007)
  - ↳ http://www.equator-principles.com/resources/equator_principles_french.pdf
- Initiative relative à la transparence des industries extractives (2007 – gouvernement du Canada)
  - ↳ http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/ds/csr-strategy-rse-stategie.aspx?lang=fra
- Principes et lignes directrices de l'OCDE favorisant des pratiques de financement soutenable dans les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public accordés aux pays à faible revenu (2008)
  - ↳ http://www.oecd.org/findDocument/0,3354,fr_2649_34179_1_119814_1_1_37431,00.html
- Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme (mars 2009)
  - ↳ http://www.miga.org/documents/VPSHR_Toolkit_French.pdf

Adhésions

- Union de Berne
- Groupe de travail sur les crédits et garanties de crédit à l'exportation de l'OCDE (gouvernement du Canada)
- Canadian Business Ethics Research Network (2007)
- Canadian Business for Social Responsibility (2003)
- EthicsCentre (2003)
- Conference Board Corporate Ethics Management Council (2003)
- Conference Board Corporate Community Investment Council (2001)
- Programme des Nations Unies pour l'environnement – Initiative financière (PNUE-IF) (1999)
- Groupe de travail multilatéral sur l'environnement – Institutions financières multilatérales (GTE-IFM)
- Transparency International (2008)

Statuts

- Code d'éthique commerciale (1998)
  - ↳ http://www.edc.ca/FR/About-Us/Corporate-Social-Responsibility/Pages/business-ethics.aspx
- Code de conduite (1998)
- Lignes directrices et procédures en matière de lutte contre la corruption (2000)
  - ↳ http://www.edc.ca/FR/About-Us/Corporate-Social-Responsibility/Documents/anti-corruption-guidelines.pdf
- Cadre de gestion des risques environnementaux et sociaux (2010) – il est formé de ce qui suit :
  - Politique de gestion des risques environnementaux et sociaux
    - ↳ http://www.edc.ca/FR/About-Us/Corporate-Social-Responsibility/Environment/Documents/enviro-policy.pdf
  - Directive en matière d'évaluation environnementale et sociale
    - ↳ http://www.edc.ca/FR/About-Us/Corporate-Social-Responsibility/Environment/Documents/environment-social-review-directive.pdf
  - Politique de divulgation
    - ↳ http://www.edc.ca/FR/About-Us/Corporate-Social-Responsibility/Environment/Documents/disclosure-policy.pdf
- Politique de divulgation (2010)
  - ↳ http://www.edc.ca/FR/About-Us/Corporate-Social-Responsibility/Environment/Documents/disclosure-policy.pdf
- Déclaration d'engagement à l'égard de la responsabilité sociale des entreprises (2003)
  - ↳ http://www.edc.ca/FR/about-us/corporate-social-responsibility/Pages/default.aspx
- Déclaration sur les droits de la personne (2008)
  - ↳ http://www.edc.ca/FR/About-Us/Corporate-Social-Responsibility/Documents/human-rights-statement.pdf

RÉFÉRENCES PHOTOGRAPHIQUES

Offerte par : Corbis RF / www.agefotostock.com
Page : 3-4

Photo : Évolution de la RSE à EDC
Offerte par : www.shutterstock.com
Page : 9

Photo : Évolution de la RSE à EDC
Offerte par : www.shutterstock.com
Page : Couverture et page 9

Photo : Évolution de la RSE à EDC
Offerte par : www.shutterstock.com
Page : 9

Photo : Évolution de la RSE à EDC
Offerte par : www.shutterstock.com
Page : Couverture

Photo : Évolution de la RSE à EDC
Offerte par : www.shutterstock.com
Page : Couverture

Photo : Évolution de la RSE à EDC
Offerte par : www.shutterstock.com
Page : Couverture et page 10

Photo : Évolution de la RSE à EDC
Offerte par : www.shutterstock.com
Page : 10

Photo : Évolution de la RSE à EDC
Offerte par : www.shutterstock.com
Page : Couverture et page 10

Photo : Évolution de la RSE à EDC
Offerte par : www.shutterstock.com
Page : 10

Photo : Évolution de la RSE à EDC
Offerte par : www.shutterstock.com
Page : 19

Photo : Évolution de la RSE à EDC
Offerte par : iStockphoto.com
Page : Couverture et page 11

Photo : Évolution de la RSE à EDC
Offerte par : www.shutterstock.com
Page : 11

Photo : Évolution de la RSE à EDC
Offerte par : www.shutterstock.com
Page : 11

Photo : Évolution de la RSE à EDC
Offerte par : www.shutterstock.com
Page : 11

	Photo : Jim McArdle, premier vice-président, Services juridiques, et secrétaire *Offerte par : Martin Lipman* *Page : 12-13*
	Photo : Stephen Poloz, président et chef de la direction *Offerte par : Martin Lipman* *Page : 14-15*
	Photo : Gouvernance en matière de RSE *Offerte par : www.shutterstock.com* *Page : 16*
	Photo : Performance économique *Offerte par : www.shutterstock.com* *Page : 25*
	Photo : L'effet Vale *Offerte par : Vale S.A.* *Page : 25*
	Photo : Performance environnementale *Offerte par : www.shutterstock.com* *Page : Couverture & page 26*
	Photo : La mine El Boleo, au Mexique *Offerte par : Baja Mining* *Page : 31*
	Photo : Performance sociale *Offerte par : TS Buchanan* *Page : Couverture & page 35*
	Photo : Kate Parker d'EDC a mis son expertise au service d'un des projets de développement d'entreprises agricoles de CARE. *Offerte par : TS Buchanan* *Page : 41*

VOUS VOULEZ EN SAVOIR PLUS?

Pour un complément d'information sur les solutions financières d'EDC, composez le

1-800-368-6664

ou visitez-nous en ligne au

www.edc.ca

www.edc.ca

EDC est propriétaire de marques de commerce et de marques officielles. Toute utilisation d'une marque de commerce ou d'une marque officielle d'EDC sans sa permission écrite est strictement interdite. Toutes les autres marques de commerce figurant dans ce document appartiennent à leurs propriétaires respectifs. Les renseignements présentés peuvent être modifiés sans préavis. EDC n'assume aucune responsabilité en cas d'inexactitudes dans le présent document. © Exportation et développement Canada, 2010. Tous droits réservés.

EDC